

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2217

21 août 2014

### SOMMAIRE

Arminius Funds Management S.à r.l. ....	106380	Rohatec s.à r.l. ....	106371
Arminius Real Estate S.à r.l. ....	106388	Rollenger Weiheren s.à r.l. ....	106371
Arminius Real Estate S.à r.l. ....	106380	Sadelite S.à r.l. ....	106372
Arroba S.A. ....	106411	Sakula S.à r.l. ....	106414
«Auda Capital Feeder GP S.à r.l. ....	106389	Sanhe ....	106409
AXA Funds Management S.A. ....	106374	Sat-Elec S.à r.l. ....	106388
Cloche d'Or Promotion S.à r.l. ....	106373	Sazele S.A. ....	106371
Commerzbank International Portfolio Management ....	106373	Schenectady Luxembourg S.à r.l. ....	106371
Compagnie Luxembourgeoise d'Annuaire S.A. ....	106415	SDRW Luxembourg S.à r.l. ....	106409
ERI Bancaire Luxembourg S.A. ....	106409	Secolux S.A. ....	106413
Fidam ....	106410	Segtours S.à r.l. ....	106410
Fidam ....	106410	"Seren" Sàrl ....	106415
Grossfeld Developments S.à r.l. ....	106373	Single Select Platform ....	106388
Hipergest S.A. ....	106370	SinRJ Invest S.à r.l. ....	106409
Index Me ....	106412	SMYCO S.A. ....	106411
Kinove Luxembourg Coinvestment SCA ....	106376	Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. ....	106411
LDM Capital S.A. ....	106370	Société Financière d'Octobre S.A., SPF ....	106415
MYO S.à r.l. ....	106414	Tlux Participations S.A. ....	106371
Partech ....	106416	U Access ....	106398
Real Estate Alpha 2 S.A. ....	106370	VAT Management S.à r.l. ....	106373
Real Estate Alpha 4 S.A. ....	106370	Wazzamba SA ....	106372

**Real Estate Alpha 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 141.996.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084060/9.

(140099020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Real Estate Alpha 4 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 141.918.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084063/9.

(140099283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Hipergest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 30.417.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 8 septembre 2014 à 11:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014132202/795/18.

---

**LDM Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 121.882.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 4 août 2014, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 22 septembre 2014 à 17.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014132203/795/19.

---

**Rohatec s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 67, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.820.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084077/9.

(140098721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Rollenger Weiheren s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4883 Lamadelaine, 112, rue du Vieux Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 157.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084078/9.

(140099334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Sazele S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 156.987.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour SAZELE S.A.*

Référence de publication: 2014084117/10.

(140099404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Schenectady Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5630 Mondorf-les-Bains, 30, rue Dr Klein.

R.C.S. Luxembourg B 80.050.

Le bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 Juin 2014.

Référence de publication: 2014084121/10.

(140099097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Tlux Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 105.278.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 10 septembre 2014 à 9.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2013.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
5. Divers.

Référence de publication: 2014130408/16.

---

**Sadelite S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4540 Differdange, 22, rue Dicks-Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 142.960.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014084108/10.

(140099040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Wazzamba SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 144.233.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

des actionnaires de la Société qui se tiendra à l'Etude de Maître Martine SCHAEFFER au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, le 8 septembre 2014 à 17.45 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2013 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Démission d'un administrateur de la catégorie A;
8. Nomination d'un administrateur de la catégorie A en remplacement de l'administrateur démissionnaire;
9. Augmentation du capital social par apport en espèces, à concurrence de soixante-dix mille euros (EUR 70.000,00) pour le porter de son montant actuel de six cent quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-quatorze euros et vingt-huit cents (EUR 688.694,28) représenté par soixante-huit millions huit cent soixante-neuf mille quatre cent vingt-huit (68.869.428) d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à un montant de sept cent cinquante-huit mille six cent quatre-vingt-quatorze euros et vingt-huit cents (EUR 758.694,28), avec émission de sept millions (7.000.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, assortie d'une prime d'émission d'un montant total six cent trente mille euros (EUR 630.000,-), soit une prime d'émission de dix cent (EUR 0,10) par action.
10. Autorisation à donner au conseil d'administration afin de supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux anciens actionnaires par rapport à la réalisation du capital autorisé, sur le vu d'un rapport du Conseil d'Administration à l'assemblée établi en application de l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.
11. Introduction d'un capital autorisé d'un montant de cinquante millions euros (EUR 50.000.000,-) dont un montant de quarante-cinq mille euros (EUR 45.000,-) est réservé aux fins d'exécution de Share Option Plan et autorisation à donner au Conseil d'administration d'augmenter le capital social de la société dans la limite du capital autorisé d'un montant de cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000,-) permettant l'émission de quatre milliards neuf cent vingt-quatre millions cent trente mille cinq cent soixante-douze (4.924.130.572) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.
12. Refonte de l'article 5 des statuts.
13. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2014130405/693/42.

---

**VAT Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 187.160.

—  
RECTIFICATIF

Il y a lieu de corriger comme suit le titre en-dessous de l'en-tête de l'acte constitutif publié dans le Mémorial C n ° 1972 du 28 juillet 2014, page 94626:

au lieu de: "DISSOLUTION",  
lire: "STATUTES".

Référence de publication: 2014131640/11.

**Commerzbank International Portfolio Management, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 41.022.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft gibt bekannt, dass der Teilfonds Europe 30 (der „Teilfonds“) am 27. Juni 2014 aufgelöst wurde. Mit Auflösung des vorgenannten Teilfonds wurde die Gesellschaft liquidiert.

ISIN	Name des Teilfonds
LU1019413613	Commerzbank International Portfolio Management - Europe 30 I (EUR)

Alle Anteilhaber wurden vollständig ausbezahlt und demzufolge war eine Übertragung des Liquidationserlöses an die Caisse de Consignation nicht erforderlich. Das Liquidationsverfahren für den zuvor genannten Teilfonds ist somit abgeschlossen.

Senningerberg, im August 2014.

*Im Auftrag des Verwaltungsrats*  
Allianz Global Investors Europe GmbH,  
Zweigniederlassung Luxemburg

Référence de publication: 2014132201/755/19.

**Grossfeld Developments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.  
R.C.S. Luxembourg B 173.194.

**Cloche d'Or Promotion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.  
R.C.S. Luxembourg B 187.444.

—  
L'an deux mille quatorze, le premier août.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial des gérances de:

1. Grossfeld Developments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1, rue Peternelchen, Howald, L-2370 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.194 (la Société Absorbante) et

2. Cloche d'Or Promotion S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1, rue Peternelchen, Howald, L-2370 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.444 (la Société Absorbée)

(la Société Absorbée et avec la Société Absorbante, sont ci-après collectivement désignées: les Sociétés qui Fusionnent) en vertu d'une procuration lui conférée qui après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Le Mandataire des Sociétés qui Fusionnent, requiert le notaire instrumentant de modifier les déclarations actés dans l'acte reçu par le notaire instrumentant en date du 31 juillet 2014, numéro 95.152 de son répertoire, en voie de formalisation auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, comme suit

I. (Page 2)

(...)

Les Sociétés qui fusionnent ont décidé par les présentes d'établir ce projet commun de fusion (le Projet Commun de Fusion) conformément aux dispositions des articles 261 et 278 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

(...)

II. (Page 2)

(...)

**1. Description de la fusion envisagée.** Les Gérants proposent de réaliser une fusion par absorption qui entraînera le transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 de la Loi (la Fusion).

Les Gérants s'engagent mutuellement à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la réalisation de la Fusion, conformément aux conditions détaillées dans ce Projet Commun de Fusion.

La Fusion prendra effet entre les Sociétés qui Fusionnent à la fin du délai de un (1) mois qui commence à courir au jour de la publication du Projet Commun de Fusion (la Date de Prise d'Effet).

La Fusion prendra seulement effet envers les tiers après la publication d'un certificat établi par devant notaire conformément à l'article 273 (2) de la Loi.

(...)

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 5 août 2014. Relation GRE/2014/3137. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme, délivrée à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 août 2014.

Référence de publication: 2014130515/54.

(140144631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

**AXA Funds Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 32.223.

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de AXA Funds Management S.A. (la «Société»), ayant son siège social à 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 26 janvier 1990, enregistré au R.C.S. sous le numéro B 32 223 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 32 du 26 janvier 1990, et modifié en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 30 septembre 2013 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2665 du 25 octobre 2013.

L'assemblée est ouverte à 17.00 heures sous la présidence de Madame Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à

La présidente nomme comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur Madame Nathalie Lazzari-Thijsens, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification des statuts de la Société afin de refléter les modifications suivantes:

1) Soumission de la Société aux dispositions de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi de 2013») transposant la directive 2011/61/CE dite «Directive AIFM».

2) Refonte complète de l'Article 3 qui aura la teneur suivante:

"La Société a pour objet la gestion d'un ou plusieurs (i) organismes de placement collectif en valeurs mobilières, autorisés conformément à la Directive 2009/65/CE, telle que modifiée («OPCVM»), (ii) fonds d'investissement alternatifs au sens de la Directive 2011/61/UE telle que modifiée le cas échéant («FIA») et (iii) autres fonds d'investissement luxembourgeois et étrangers qui ne relèvent pas de ces Directives («OPC»), conformément aux dispositions du chapitre 15 de

la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la «Loi de 2010») et à la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi de 2013»).

La Société pourra à cet égard exercer les fonctions mentionnées à l'annexe II de la Loi de 2010 et/ou à l'annexe I de la Loi de 2013, à savoir:

- La gestion de portefeuille. A ce titre, la Société pourra, pour le compte des fonds d'investissement, (i) fournir tout conseil en investissement ou prendre toute décision d'investissement, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer tout type de valeurs mobilières et/ou d'autres types d'actifs autorisés, (iv) exercer tout droit de vote relatif aux titres détenus par les fonds d'investissement gérés. Cette énumération n'est pas exhaustive.

- La gestion des risques.

- L'administration des fonds d'investissement ce qui inclut (i) les services juridiques et de gestion comptable du fonds, (ii) les demandes de renseignements des clients, (iii) l'évaluation du portefeuille et la détermination de la valeur des parts (y compris les aspects fiscaux), (iv) le contrôle du respect des dispositions réglementaires, (v) la tenue du registre des porteurs de parts, (vi) la répartition des revenus, (vii) l'émission et le rachat des parts, (viii) le dénouement des contrats (y compris envoi des certificats) et (ix) l'enregistrement et la conservation des opérations.

- La commercialisation des parts/actions de fonds d'investissement au Luxembourg et à l'étranger.

- Les activités liées aux actifs d'un FIA telles que visées à l'annexe I, 2.(c) de la Loi de 2013.

La Société pourra fournir tout ou partie de ces activités pour des OPCVM, OPC et FIA luxembourgeois et étrangers ou pour d'autres sociétés de gestion ou gestionnaires de FIA en tant que déléguée dans le respect des contraintes légales applicables.

La Société peut fournir des services à Luxembourg et à l'étranger et peut pour cette raison établir des bureaux de représentation et/ou des succursales.

A titre accessoire, la Société peut également gérer ses propres avoirs et effectuer toutes opérations et activités qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, sous réserve de l'observation de toutes les lois applicables.";

3) Modification de l'Article 22 afin d'y insérer une référence à la Loi de 2013.

## 2. Divers

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau ainsi que le notaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants;

III. Il apparaît, selon la liste de présence, que sur les cent quatre-vingt-huit (188) actions en circulation, cent quatre-vingt-huit (188) actions sont représentées à la présente assemblée et que les actionnaires ont déclaré qu'ils ont eu connaissance préalable de l'ordre de jour de cette assemblée et qu'ils ont renoncé à toute exigence d'avis préalable.

IV. Le quorum requis par la législation est présent ou représenté à la présente assemblée;

V. En conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée générale (ci-après «Assemblée Générale») prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier les statuts de la Société afin de refléter les changements dans les articles suivants:

- Soumission de la Société aux dispositions de la Loi de 2013.

- Modification de l'Article 3 qui aura la teneur suivante:

"La Société a pour objet la gestion d'un ou plusieurs (i) organismes de placement collectif en valeurs mobilières, autorisés conformément à la Directive 2009/65/CE, telle que modifiée («OPCVM»), (ii) fonds d'investissement alternatifs au sens de la Directive 2011/61/UE telle que modifiée le cas échéant («FIA») et (iii) autres fonds d'investissement luxembourgeois et étrangers qui ne relèvent pas de ces Directives («OPC»), conformément aux dispositions du chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la «Loi de 2010») et à la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi de 2013»).

La Société pourra à cet égard exercer les fonctions mentionnées à l'annexe II de la Loi de 2010 et/ou à l'annexe I de la Loi de 2013, à savoir:

- La gestion de portefeuille. A ce titre, la Société pourra, pour le compte des fonds d'investissement, (i) fournir tout conseil en investissement ou prendre toute décision d'investissement, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer tout type de valeurs mobilières et/ou d'autres types d'actifs autorisés, (iv) exercer tout droit de vote relatif aux titres détenus par les fonds d'investissement gérés. Cette énumération n'est pas exhaustive.



- La gestion des risques.
- L'administration des fonds d'investissement ce qui inclut (i) les services juridiques et de gestion comptable du fonds, (ii) les demandes de renseignements des clients, (iii) l'évaluation du portefeuille et la détermination de la valeur des parts (y compris les aspects fiscaux), (iv) le contrôle du respect des dispositions réglementaires, (v) la tenue du registre des porteurs de parts, (vi) la répartition des revenus, (vii) l'émission et le rachat des parts, (viii) le dénouement des contrats (y compris envoi des certificats) et (ix) l'enregistrement et la conservation des opérations.

- La commercialisation des parts/actions de fonds d'investissement au Luxembourg et à l'étranger.

- Les activités liées aux actifs d'un FIA telles que visées à l'annexe I, 2.(c) de la Loi de 2013.

La Société pourra fournir tout ou partie de ces activités pour des OPCVM, OPC et FIA luxembourgeois et étrangers ou pour d'autres sociétés de gestion ou gestionnaires de FIA en tant que déléguée dans le respect des contraintes légales applicables.

La Société peut fournir des services à Luxembourg et à l'étranger et peut pour cette raison établir des bureaux de représentation et/ou des succursales.

A titre accessoire, la Société peut également gérer ses propres avoirs et effectuer toutes opérations et activités qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, sous réserve de l'observation de toutes les lois applicables.";

Modification de l'Article 22 afin d'y insérer une référence à la Loi de 2013, qui aura la teneur suivante:

«Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se référeront aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives, ainsi qu'à la Loi de 2010 et à la Loi de 2013.».

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES, N. LAZZARI-THIJSSENS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35732. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2014.

Référence de publication: 2014122159/116.

(140141210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

### **Kinove Luxembourg Coinvestment SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 166.469.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of July.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Kinove Luxembourg Coinvestment S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' register under registration number B 166.469 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, on 23 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 778 on 23 March 2012.

The meeting was opened at 9:00 A.M. CET with Mr. Carsten Opitz, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr. Louis-Foulques Servajean-Hilst, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Brian Gillot, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Increase of the Company's share capital up to an amount of fifty-nine thousand seven hundred and eighty-eight euro forty-four euro cents (EUR 59,788.44) through the issuance of one million one hundred and seventeen thousand seven hundred and thirty-two (1,117,732) new class A shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;



2. Approval and acceptance of the payment of the new shares through contribution in kind; and
3. Subsequent amendment of article 5 of the Company's articles of association.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the numbers of the shares owned by them are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That out of 4,861,112 shares representing the whole corporate capital, 4,861,112 shares are present or represented at the present meeting duly convened or having waived the requirement for a convening notice.

IV. That the present meeting, representing 100% of the share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting resolves to increase the share capital from its current value of forty-eight thousand six hundred and eleven point twelve Euro (EUR 48,611.12), divided into four million eight hundred and sixty-one thousand twelve (4,861,012) class A shares and one hundred (100) class B shares, all having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each, up to fifty-nine thousand seven hundred and eighty-eight euro and forty-four euro cents (EUR 59,788.44) through the issuance of one million one hundred and seventeen thousand seven hundred and thirty-two (1,117,732) new class A shares, all having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each:

All of the one million one hundred and seventeen thousand seven hundred and thirty-two (1,117,732) new class A shares have been subscribed as follows:

- Kinove Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., aforementioned,

here represented by Mr. Carsten Opitz, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 24 July 2014 in Luxembourg,

subscribed one million one hundred and seventeen thousand seven hundred and thirty-two (1,117,732) class A shares issued by the Company;

All of the one million one hundred and seventeen thousand seven hundred and thirty-two (1,117,732) new class A shares have been subscribed at a total price of fourteen million nine hundred and thirty-four thousand seventy-six euro and sixty euro cents (EUR 14,934,076.60) out of which an amount of eleven thousand one hundred seventy-seven euro and thirty-two euro cents (EUR 11,177.32) has been allocated to the share capital of the Company and an amount of fourteen million nine hundred and twenty-two thousand eight hundred and ninety-nine euro and twenty-eight euro cents (EUR 14,922,899.28) has been allocated to the share premium account of the Company.

*Second resolution*

The general meeting resolves to approve and to accept the payment of the subscribed shares through contribution in kind, consisting of the following number of class J shares and of class B preferred equity certificates issued by Orion Engineered Carbons S.à r.l. (formerly known as Kinove Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' register under registration number B 160.558 ("OEC"):

Kinove Luxembourg Holdings 1 S.à r.l. contributes eight hundred and twenty thousand (820,000) class J shares (the "Shares") issued by OEC and five million three hundred and fifty-nine thousand one hundred and eighty-eight (5,359,188) class B preferred equity certificates (the "PECs") issued by OEC, to the Company for an aggregate amount of fourteen million nine hundred and thirty-four thousand seventy-six euro and sixty euro cents (EUR 14,934,076.60), out of which eleven thousand one hundred and seventy-seven euro and thirty-two euro cents (EUR 11,177.32) have been allocated to the share capital of the Company and fourteen million nine hundred and twenty-two thousand eight hundred and ninety-nine euro and twenty-eight euro cents (EUR 14,922,899.28) have been allocated to the share premium account of the Company (the "Contribution").

The Contribution is made on the basis of a report established by KPMG Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under B 149133, dated 25 July 2014 (the "Report") and confirming, in accordance with articles 26-1 and 32-1 of the Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, that the value of the Shares is at least equal to the shares issued in consideration for the Contribution.

The conclusion of the valuation report is the following:

"Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution does not correspond at least to the number and value of the shares and the share premium to be issued as consideration."

The Report will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

*Third resolution*

As a consequence of the above resolutions, article 5 of the articles of association of the Company is amended and shall read as follows:

“ **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at fifty-nine thousand seven hundred eighty-eight euro and forty-four euro cents (EUR 59,788.44) divided into five million nine hundred and seventy-eight thousand seven hundred and forty-four (5,978,744) class A shares (the “Class A Shares”), which shall be held by the limited shareholder(s) (actionnaire(s) commanditaire(s)) and one hundred (100) class B shares (the “Class B Shares”), which shall be held by the unlimited partner (actionnaire commandité), in representation of its unlimited partnership interest in the Company. Each issued share of each class has a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) and is fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.”

*Costs and expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 7,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the German and the English text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Folgt die deutsche Übersetzung:**

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am fünfundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichnenden Maître Henri Hellinckx, Notar mit dem Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Hat eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre der Kinove Luxembourg Coinvestment S.C.A., einer société en commandite par actions, gegründet nach luxemburgischem Recht, mit Gesellschaftssitz in 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 166.469 (die "Gesellschaft"), gegründet am 23 Dezember 2011 durch notarielle Urkunde des Notars Maître Edouard Delosch, wohnhaft in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 778 vom 23 März 2012, stattgefunden.

Die Versammlung wurde um 9.00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Carsten Opitz, Maître en droit, berufsansässig in Luxemburg, eröffnet, welcher Herrn Louis-Foulques Servajean-Hilst, berufsansässig in Luxemburg, zum Sekretär ernennt.

Die Hauptversammlung wählt Herrn Brian Gillot, zum Stimmzähler.

Der Versammlungsvorstand ist hiermit gebildet. Der Vorsitzende erklärt Folgendes und ersucht den Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Dass die Hauptversammlung über folgende Tagesordnung zu befinden hat:

*Tagesordnung*

1. Anhebung des Aktienkapitals der Gesellschaft auf einen Betrag von neunundfünfzigtausend siebenhundertachtundachtzig Euro und vierundvierzig Cent (EUR 59.788,44) durch die Ausgabe von einer Million einhundertsechszehntausend siebenhundertzweiunddreißig (1.117.732) neuen Aktien der Kategorie A mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Aktie;

2. Genehmigung und Annahme der Zahlung der neuen Aktien durch Sacheinlage; und

3. Neuformulierung des Artikels 5 der Gesellschaftssatzung.

II. Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten

der vertretenen Aktionäre, sowie die Anzahl ihrer Aktien in einer Anwesenheitsliste eingetragen sind. Diese Anwesenheitsliste wird, nach Unterzeichnung durch die Aktionäre, Bevollmächtigten und dem Versammlungsvorstand, dieser notariellen Urkunde beigelegt, um zusammen mit dieser einregistriert zu werden. Die Vollmachten werden nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch die Erschienenen und den unterzeichnenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt.

Dass, von 4.861.112 Aktien, die das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft repräsentieren, 4.861.112 Aktien anwesend beziehungsweise gültig vertreten sind in der Hauptversammlung, welche ordentlich einberufen ist oder für welche auf eine ordentliche Einberufung verzichtet wurde.

Dass diese Hauptversammlung, welche 100 % des Gesellschaftskapitals repräsentiert, ordnungsgemäß einberufen wurde und in rechtsgültiger Weise über die Tagesordnungspunkte beraten kann.

Die Hauptversammlung der Aktionäre ersuchte den unterzeichnenden Notar folgende Beschlüsse zu beurkunden:

#### *Erster Beschluss*

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschloss die Anhebung des Aktienkapitals der Gesellschaft von dem gegenwärtigen Betrag von achtundvierzigtausend sechshundertelf Euro und zwölf Cent (EUR 48.611,12), vertreten durch vier Millionen achthunderteinundsechzigtausend und zwölf (4.861.012) Aktien der Kategorie A und einhundert (100) Aktien der Kategorie B, alle mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) pro Aktie, auf neunundfünfzigtausend siebenhundertachtundachtzig Euro und vierundvierzig Cent (EUR 59.788,44), durch die Ausgabe von einer Million einhundertsechszehntausend siebenhundertzweiunddreißig (1.117.732) neuen Aktien der Kategorie A mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) pro Aktie.

Sämtliche dieser eine Million einhundertsechszehntausend siebenhundertzweiunddreißig (1.117.732) neuen Klasse A Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

- Kinove Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., vorgeannt,

hier vertreten durch Herrn Carsten Opitz, wohnhaft in Luxembourg, durch eine Bevollmächtigung erteilt am 24. Juli 2014 in Luxemburg,

zeichnete eine Million einhundertsechszehntausend siebenhundertzweiunddreißig (1.117.732) neue Aktien der Kategorie A;

Sämtliche eine Million einhundertsechszehntausend siebenhundertzweiunddreißig (1.117.732) neue Aktien der Kategorie A der Gesellschaft wurden zu einem Gesamtpreis von vierzehn Millionen neunhundertvierunddreißigtausend sechsundsiebzig Euro und sechzig Cent (EUR 14.934.076,60) gezeichnet, von dem ein Betrag in Höhe von elftausend einhundertsebenundsiebzig Euro und zweiunddreißig Cent (EUR 11.177,32) dem Gesellschaftskapital und ein Betrag in Höhe von vierzehn Millionen neunhundertzweiundzwanzigtausend achthundertneunundneunzig Euro und achtundzwanzig Cent (EUR 14.922.899,28) dem Aufgeldkonto der Gesellschaft hinzugefügt wurde.

#### *Zweiter Beschluss*

Hauptversammlung der Aktionäre hat ferner die Zahlung der neuen Aktien durch Sacheinlage beschlossen und genehmigt; folgende Anzahl von Klasse J Geschäftsanteilen und von sogenannten Klasse B Vorzugszertifikaten (class b preferred equity certificates), ausgegeben von Orion Engineered Carobons S.à r.l. (zuvor bekannt als Kinove Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.), einer société à responsabilité limitée, gegründet nach luxemburgischem Recht, mit Gesellschaftssitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 160.558 („OEC“), wurde als Sacheinlage eingebracht:

Kinove Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., vorgeannt, brachte

achthundertzwanzigtausend (820.000) Klasse J Geschäftsanteile (die „Anteile“), und fünf Millionen dreihundertneundfünfzigtausend einhundertachtundachtzig (5.359.188) Klasse B Vorzugszertifikate (die „PECs“), jeweils ausgegeben von OEC, zu einen Gesamtwert von vierzehn Millionen neunhundertvierunddreißigtausend sechsundsiebzig Euro und sechzig Cent (EUR 14.934.076,60), in die Gesellschaft ein, wovon ein Betrag in Höhe von elftausend einhundertsebenundsiebzig Euro und zweiunddreißig Cent (EUR 11.177,32) dem Gesellschaftskapital und ein Betrag in Höhe von vierzehn Millionen neunhundertzweiundzwanzigtausend achthundertneunundneunzig Euro und achtundzwanzig Cent (EUR 14.922.899,28) dem Aufgeldkonto der Gesellschaft hinzugefügt wurde (die „Einbringung“).

Der Wert der als Sacheinlage eingebrachten Anteile ist im Bericht vom 25 Juli 2014 der Wirtschaftsprüfungsgesellschaft KPMG, eine société à responsabilité limitée, gegründet nach luxemburgischen Recht, mit eingetragenem Sitz in 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Großherzogtum, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 149.133 Luxembourg (der „Bericht“), gemäß den Artikeln 32-1 und 26-1 des Luxemburger Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 beschrieben und es ist darin bestätigt, dass der Wert der Anteile mindestens dem Wert der für die ausgegebenen Aktien für die Einbringung entspricht.

Die Schlussfolgerung des Berichts lautet: „Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution does not correspond at least to the number and value of the shares and the share premium to be issued as consideration.“.

Der Bericht wird dieser notariellen Urkunde beigelegt, um zusammen mit dieser einregistriert zu werden.

#### *Dritter Beschluss*

Als Folge der vorausgegangenen Beschlüsse beschloss die Hauptversammlung der Aktionäre eine Neuformulierung des Artikels 5 der Gesellschaftssatzung wie folgt:

„ **Art. 5. Ausgegebenes Kapital.** Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt neunundfünfzigtausend siebenhundertachtundachtzig Euro und vierundvierzig Cent (EUR 59.788,44) und ist in fünf Millionen neunhundertachtundsiebzigtausend achthundertvierundvierzig (5.978.844) Aktien der Kategorie A (die „Aktien der Kategorie A“), die von den Kommanditisten („actionnaires commanditaires“) gehalten werden und hundert (100) Aktien der Kategorie B (die „Aktien der Kategorie B“), die von dem Komplementär gehalten werden und deren unbeschränkte Haftung in der Gesellschaft widerspiegeln. Jede ausgegebene Aktie jeder Kategorie hat einen Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) und ist vollständig eingezahlt.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung oder des Gesetzes sind alle Aktien mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden auf dem alle Emissionsaufgelder, die auf eine Aktie eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann zur Zahlung von Aktien, die die Gesellschaft von ihrem(n) Gesellschafter(n) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.“

#### *Kosten und Auslagen*

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 7.000,- geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische und deutsche Sprache versteht und spricht, stellt fest, dass auf Anfrage der Erschienenen die gegenwärtige Urkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Anfrage der Erschienenen und im Falle von Unterschieden zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. OPITZ, L.-F. SERVAJEAN-HILST, B. GILLOT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 août 2014. Relation: LAC/2014/36841. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2014.

Référence de publication: 2014128741/222.

(140145655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

**Arminius Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Arminius Funds Management S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 149.724.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of July.

Before Us Me Martine Schaeffer, notary residing in 74, avenue Victor Hugo, 1750 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of “Arminius Funds Management S.à r.l.”, a Luxembourg “société à responsabilité limitée”, having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.724 (the “Company”), incorporated by a deed enacted by Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on 27 November 2009, published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” number 2433 on 15 December 2009. The Articles have not been amended yet.

THERE APPEARED:

- Mrs Liesbeth Jun, residing at 48, Grabenackerstrasse, 6312 Steinhausen, Switzerland; and
- Mr Christian Molter, residing in 6 Pfarrbornweg, 61352 Bad Homburg, Germany,

(together, the “Shareholders”), both represented by Mr Jevgeniy NESCH, juriste, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of two proxies given under private seal. The said proxies, signed, which, initialled "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with it at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. - That the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of the Company, each with a nominal value of EUR 10 (ten euro), representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Shareholders state having been duly informed.

II. - The agenda of the meeting shall be as follows:

#### *Agenda*

1. Waiver of the convening notice;
2. Approval of the amendment to the corporate object of the Company;
3. Approval of the amendment to the Company's name;
4. Approval of the subsequent amendments of articles 1, 3 and 23 of the articles of association of the Company in order to reflect the new corporate object and the new Company's name pursuant to resolutions 2 and 3 so as to read as follows:

“ **Art. 1. Form, Corporate name.** There hereby exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of " Arminius Real Estate S.à r.l." (hereafter the "Company"), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (hereafter the "1915 Law") as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

“ **Art. 3. Corporate object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, loans, the acquisition, transfer and/or payment of debt and/or receivables, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, debentures and any type of debt or equity securities such as (but not limited to) preferred equity certificates, such securities being convertible or not.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross-stream) or to third parties, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company can further perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose and may invest directly or indirectly in real estate, in intellectual property rights, or in any other movable or immovable property of any kind.

Finally, the Company may not carry out any regulated activity of the financial sector.

**Art. 23. Applicable law.** Reference is made to the provisions of the 1915 Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.”;

5. Approval of the amendment to the minimum number of managers of the Company;
6. Approval of the subsequent amendment of articles 11, 12 and 13 of the articles of association of the Company in order to reflect the new minimum number of managers of the Company pursuant to resolution 5;
7. Approval of the decrease of the share capital of the Company by an amount of EUR 112,500.- (one hundred twelve thousand five hundred Euro) so as to decrease it from its current amount of EUR 125,000.- (one hundred twenty-five thousand Euro) to an amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) by reducing the nominal value of each share from EUR 10.- (ten Euro) to EUR 1.- (one Euro), and subsequently decrease the legal reserve of the Company by an amount of EUR 11,250.- (eleven thousand two hundred fifty Euro) so as to decrease it from its current amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) to an amount of EUR 1,250.- (one thousand two hundred fifty Euro);
8. Approval of the subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the new share capital pursuant to resolution 7;
9. Approval of the delegation, to the board of managers of the Company, of the power to determine the practicalities of the allocation of the amount due to the shareholders of the Company further to the decrease of capital described in resolution 7 above;
10. Removal of the function of independent auditor; and



11. Approval of the subsequent amendment of articles 17 and 19 of the articles of association of the Company pursuant to resolution 10;

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions have been taken unanimously:

*First resolution*

It is resolved that the Shareholders waive their right to the prior convening notice of the current meeting; the Shareholders acknowledge being sufficiently informed of the agenda and consider having been validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow them to carefully examine each document.

*Second resolution*

It is resolved to amend the corporate object of the Company. "The managing of non-coordinated undertakings for collective investments (UCI) within the scope of article 28-8 of the 1993 Law, including all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its former object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its former purpose in all areas described above", is no longer carried out by the Company. Instead, the Company will act as a so called holding company and i.e. support its associated companies with financing.

*Third resolution*

As a consequence of the corporate object amendment, it is resolved to amend the name of the Company to "Arminius Real Estate S.à r.l."

*Fourth resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions 2 and 3 it is resolved to amend articles 1, 3 and 23 of the Company's articles of association so as to read as follows:

**" Art. 1. Form, Corporate name.** There hereby exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Arminius Real Estate S.à r.l." (hereafter the "Company"), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (hereafter the "1915 Law") as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

**" Art. 3. Corporate object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, loans, the acquisition, transfer and/or payment of debt and/or receivables, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, debentures and any type of debt or equity securities such as (but not limited to) preferred equity certificates, such securities being convertible or not.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross-stream) or to third parties, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company can further perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose and may invest directly or indirectly in real estate, in intellectual property rights, or in any other movable or immovable property of any kind.

Finally, the Company may not carry out any regulated activity of the financial sector.

**Art. 23. Applicable law.** Reference is made to the provisions of the 1915 Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

*Fifth resolution*

It is resolved to reduce the minimum amount of managers in the Company to at least one (1) manager.

*Sixth resolution*

As a consequence of the foregoing resolution, it is resolved to amend articles 11, 12 and 13 of the Company's articles of association so as to read as follows:

**" Art. 11. Management.** The Company is managed by one or more manager(s) who do not need to be shareholders. The managers are appointed by the general meeting of shareholders subject to the conditions provided for in article 191

of the 1915 Law. The manager(s) may only be removed by a resolution of a general meeting of shareholders adopted by a simple majority of the votes cast.

Any manager may act at any meeting of the board of managers, if any, by appointing in writing or by facsimile or by any other suitable means another manager as his or her proxy.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Written resolutions of the board of managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the board of managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by mail, fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the board of managers' meetings, physically held.

Votes may also be cast by fax, e-mail, telegram, telex or telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

**Art. 12. Powers of the managers.** In dealing with third parties, the sole manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers, shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects, provided the terms of this article have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager or the board of managers. The board of managers, may, in particular, enter into investment advisory and/or management agreements and administration agreements.

**Art. 13. Representation of the Company.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two (2) managers."

*Seventh resolution*

It is resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of EUR 112,500.- (one hundred twelve thousand five hundred Euro) so as to decrease it from its current amount of EUR 125,000.- (one hundred twenty-five thousand Euro) to an amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) by reducing the nominal value of each share from EUR 10.- (ten Euro) to EUR 1.- (one Euro) (the "Capital Decrease").

It is further resolved that the Capital Decrease will be carried out by means of an allocation of the amount of EUR 112,500.- from the share capital to the distributable reserve of the company (the "Allocation to Reserve 1").

As a consequence of the foregoing, it is also resolved to decrease the legal reserve of the Company by an amount of EUR 11,250.- (eleven thousand two hundred fifty Euro) so as to decrease it from its current amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) to an amount of EUR 1,250.- (one thousand two hundred fifty Euro) (the "Decrease of the Legal Reserve").

It is resolved that the Decrease of the Legal Reserve will be carried out by means of an allocation of the amount of EUR 11,250.- from the Legal Reserve to the distributable reserve of the Company (the "Allocation to Reserve 2", together with Allocation to Reserve 1, the "Allocations").

*Eighth resolution*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution described above having been fully carried out, it is resolved to amend article 5 of the Company's articles of association so as to read as follows:

" **Art. 5. Corporate capital.** The subscribed capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) registered shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, fully paid up."

*Ninth resolution*

It is resolved to delegate to the board of managers of the Company the power (i) to determine the practicalities and form of the Allocations and (ii) to take any action required to be done or make any decision in the name and on behalf of the Company in order to execute any document or do any act and take any action as it deems necessary and appropriate in the name and on behalf of the Company in connection with the Allocations.

*Tenth resolution*

It is resolved to remove the function of independent auditor.

*Eleventh resolution*

As a consequence of the foregoing resolution 9, it is resolved to amend articles 17 and 19 of the Company's articles of association so as to read as follows:

" **Art. 17. Supervision of the Company.** If the number of shareholders exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s).



Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

**Art. 19. Business year.** The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, a balance sheet and profit or loss accounts.

Each shareholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory, balance sheet and profit or loss accounts at the Company's registered office."

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about one thousand six hundred Euro (EUR 1.600.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

#### *Statement*

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Folgt die deutsche Übersetzung des Textes:**

Im Jahr zweitausendundvierzehn, am einundzwanzigsten Juli.

Vor der Notarin Martine Schaeffer, mit Amtssitz in 74, avenue Victor Hugo, 1750 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Fand eine außerordentliche Gesellschafterversammlung von „Arminius Funds Management S.à r.l.“, einer société à responsabilité limitée luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 149.724 (die „Gesellschaft“), gegründet durch notarielle Urkunde von Maître Jean-Joseph WAGNER, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 27. November 2009, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter der Nummer 2433 am 15. Dezember 2009 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde seitdem noch nicht geändert.

#### ES SIND ERSCHIENEN:

- Frau Liesbeth Jun, wohnhaft in 48, Grabenackerstrass, 6312 Steinhausen, Schweiz; und  
- Herr Christian Molter, wohnhaft in 6, Pfarrbornweg, 61352 Bad Homburg, Deutschland, (die „Gesellschafter“), beide vertreten durch Herrn Jevgeniy NESCH, juriste, geschäftsansäßig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund zwei privatschriftlichen Vollmachten. Die genannten Vollmachten, nach „ne varietur“ Paraphierung durch den Bevollmächtigten der erschienenen Personen und den Notar, bleiben dieser Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienenen Parteien, wie erwähnt vertreten, ersuchten den unterzeichnenden Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Dass die 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile der Gesellschaft, die jeweils einen Nominalwert in Höhe von EUR 10 (zehn Euro) aufweisen und das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft darstellen, repräsentiert sind und, dass die Versammlung somit rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung, über die, die Gesellschafter ordnungsgemäß informiert wurden, entscheiden kann.

II. Die Tagesordnung der Sitzung lautet wie folgt:

#### *Tagesordnung*

1. Verzicht auf die Einberufung;
2. Genehmigung der Gesellschaftszweckänderung;
3. Genehmigung der Gesellschaftsnameänderung;
4. Genehmigung der Änderungen von Artikeln 1, 3 und 23 der Satzung der Gesellschaft, die den neuen Gesellschaftszweck und den neuen Gesellschaftsnamen aus den Beschlüssen 2 und 3 widerspiegeln, so dass der Text dieser Artikel wie folgt lautet:

„ **Art. 1. Form und Name der Gesellschaft.** Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen " Arminius Real Estate S.à r.l." (die "Gesellschaft") gegründet, auf Grundlage der auf eine solche juristische Person anwendbaren Gesetzen, insbesondere des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 1915"), sowie dieser Satzung (die "Satzung").

**Art. 3. Zweck der Gesellschaft.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Form, an luxemburgischen bzw. ausländischen Gesellschaften oder anderen Geschäftseinheiten, Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf jede andere Art und Weise, sowie Übertragung durch Kauf, Tausch oder sonstiges von Aktien, Anleihepapieren, Schuldscheinen, Obligationen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, Krediten, sowie Erwerb, Übertragung und/oder Zahlung von Schulden und/oder Forderungen, sowie das Halten, die Administrierung, die Entwicklung und die Verwaltung ihres Portfolios. Die Gesellschaft kann ebenfalls an Partnerschaften beteiligt sein und ihre Geschäfte durch Niederlassungen in Luxemburg oder außerhalb ausführen.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Form Darlehen aufnehmen und diese zur Ausstellung von Bonds, Schuldscheinen und jeder anderen Art von Schuldverschreibungen bzw. Sicherheiten, z. B. solchen wie Vorzugsaktien (nicht abschließend), unabhängig davon, ob sie wandelbar sind oder nicht, verwenden.

Grundsätzlich kann die Gesellschaft solchen Unternehmen bzw. Geschäftseinheiten Unterstützung gewähren (in Form von Darlehen, Vorschüssen, Garantien, Sicherheiten oder sonstiges), an den sie ein Interesse hat bzw. die einen Teil der Gruppe darstellen, der die Gesellschaft selbst angehört (einschließlich upstream or cross-stream Unterstützung) oder Dritten, ferner jegliche Kontroll- und Aufsichtsmaßnahmen durchführen sowie jede andere Tätigkeit ausführen, die für die Verwirklichung und Entwicklung ihrer Geschäftszwecke dienlich ist.

Die Gesellschaft kann ferner alle kommerziellen, technischen und finanziellen bzw. sonstige Aktivitäten unternehmen, die direkt oder indirekt in allen Bereichen die Erfüllung des Gesellschaftszwecks erleichtern und direkt oder indirekt in Immobilien, Rechte am geistigen Eigentum bzw. sonstiges bewegliches oder unbewegliches Vermögen jeglicher Art investieren.

Schließlich darf die Gesellschaft keine regulierten Tätigkeiten des Finanzsektors ausführen.

**Art. 23. Anwendbares Recht.** Alle Angelegenheiten, welche nicht ausdrücklich in dieser Satzung geregelt sind, unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915.‘;

5. Genehmigung der Änderung der Mindestanzahl von Geschäftsführern in der Gesellschaft.

6. Genehmigung der Änderung von Art. n 11, 12 und 13 der Satzung der Gesellschaft, die die neue Mindestanzahl von Geschäftsführern aus dem Beschluss 5 widerspiegeln.

7. Genehmigung der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag in Höhe von EUR 112.500,- (hundertzwölftausendfünfhundert Euro) so dass der aktuelle Betrag des Gesellschaftskapitals in Höhe von EUR 125.000,- (einhundertfünfundzwanzigtausend Euro) auf einen Betrag in Höhe von EUR 12.500,- (zwölftausendfünfhundert Euro) durch Verringerung des Nominalwertes jeder Aktie von EUR 10,- (zehn Euro) auf EUR 1,- (ein Euro) herabgesetzt wird und in der Folge auch die gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von EUR 11.250,- (elftausendzweihundertfünfzig Euro) reduziert wird, so dass der aktuelle Betrag der gesetzlichen Rücklage in Höhe von EUR 12.500,- (zwölftausendfünfhundert Euro) auf einen Betrag in Höhe von EUR 1.250,- (tausendzweihundertfünfzig Euro) herabgesetzt wird;

8. Genehmigung der Änderung von Art. 5 der Satzung der Gesellschaft, der das neue Gesellschaftskapital aus dem Beschluss 7 widerspiegelt.

9. Genehmigung der Übertragung der Befugnisse an die Geschäftsführung der Gesellschaft über die praktischen Aspekte der Allokation des Betrages aus der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals aus dem Beschluss 7 zu entscheiden;

10. Abschaffung der Funktion des unabhängigen Wirtschaftsprüfers; und 11. Genehmigung der Änderung von Art. n 17 und 19 der Satzung der Gesellschaft gemäß Beschluss 10.

Nachdem das vorstehende durch die Gesellschafter genehmigt wurde, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

#### *Erster Beschluss*

Es wird beschlossen, dass die Gesellschafter auf Ihr Recht zur vorherigen Einberufung zur aktuellen Sitzung verzichten; die Gesellschafter bestätigen, über die Tagesordnung ausreichend informiert worden zu sein und die Einberufungsmodalitäten geprüft zu haben und sind folglich einverstanden über alle Punkte der Tagesordnung zu beraten und abzustimmen. Es wird ferner beschlossen, dass alle relevanten Unterlagen den Gesellschaftern zur Verfügung gestellt wurden und ihnen ausreichend Zeit eingeräumt war, jedes einzelne Dokument sorgfältig zu prüfen.

#### *Zweiter Beschluss*

Es wird beschlossen, den Gesellschaftszweck der Gesellschaft zu ändern. Die Verwaltung von nicht regulierten Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) im Rahmen von Artikel 28-8 des Gesetzes von 1993, einschließlich aller rechtlichen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Investitionen oder Aktivitäten, allgemein alle Tätigkeiten, die zur Erfüllung ihres ehemaligen Zwecks notwendig oder nützlich sind, sowie alle direkt oder indirekt der Erleichterung der Erfüllung ihres ehemaligen Zwecks in allen oben beschriebenen Bereichen dienende Tätigkeiten werden von der

Gesellschaft nicht mehr unternommen. Stattdessen wird das Unternehmen als eine so genannte Holding-Gesellschaft agieren und u.a. die mit ihr verbundenen Unternehmen mit Finanzierung unterstützen.

#### *Dritter Beschluss*

Als Folge der Gesellschaftszweckänderung wird beschlossen, den Namen der Gesellschaft auf "Arminius Real Estate S.à r.l." zu ändern.

#### *Vierter Beschluss*

Als Folge der vorgenannten Beschlüsse 2 und 3 wird beschlossen, Artikel 1, 3 und 23 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, so dass der Text dieser wie folgt lautet:

„ **Art. 1. Form und Name der Gesellschaft.** Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen " Arminius Real Estate S.à r.l." (die "Gesellschaft") gegründet, auf Grundlage der auf eine solche juristische Person anwendbaren Gesetzen, insbesondere des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 1915"), sowie dieser Satzung (die "Satzung").

**Art. 3. Zweck der Gesellschaft.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Form, an luxemburgischen bzw. ausländischen Gesellschaften oder anderen Geschäftseinheiten, Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf jede andere Art und Weise, sowie Übertragung durch Kauf, Tausch oder sonstiges von Aktien, Anleihepapieren, Schuldscheinen, Obligationen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, Krediten, sowie Erwerb, Übertragung und/oder Zahlung von Schulden und/oder Forderungen, sowie das Halten, die Administrierung, die Entwicklung und Verwaltung ihres Portfolios. Die Gesellschaft kann ebenfalls an Partnerschaften beteiligt sein und ihre Geschäfte durch Niederlassungen in Luxemburg oder außerhalb ausführen.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Form Darlehen aufnehmen und diese zur Ausstellung von Bonds, Schuldscheinen und jeder anderen Art von Schuldverschreibungen bzw. Sicherheiten, z. B. solchen wie Vorzugsaktien (nicht abschließend), unabhängig davon, ob sie wandelbar sind oder nicht, verwenden.

Grundsätzlich kann die Gesellschaft solchen Unternehmen bzw. Geschäftseinheiten Unterstützung gewähren (in Form von Darlehen, Vorschüsse, Garantien, Sicherheiten oder sonstiges), an den sie ein Interesse hat bzw. die einen Teil der Gruppe darstellen, der die Gesellschaft selbst angehört (einschließlich upstream or cross-stream Unterstützung) oder Dritten, ferner jegliche Kontroll- und Aufsichtsmaßnahmen durchführen sowie jede andere Tätigkeit ausführen, die für die Verwirklichung und Entwicklung ihrer Geschäftszwecke dienlich ist.

Die Gesellschaft kann ferner alle kommerziellen, technischen und finanziellen bzw. sonstige Aktivitäten unternehmen, die direkt oder indirekt in allen Bereichen die Erfüllung des Gesellschaftszwecks erleichtern und direkt oder indirekt in Immobilien, Rechte am geistigen Eigentum bzw. sonstiges bewegliches oder unbewegliches Vermögen jeglicher Art investieren.

Schließlich darf die Gesellschaft keine regulierten Tätigkeiten des Finanzsektors ausführen.

**Art. 23. Anwendbares Recht.** Alle Angelegenheiten, welche nicht ausdrücklich in dieser Satzung geregelt sind, unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915.“

#### *Fünfter Beschluss*

Es wird beschlossen, die Mindestanzahl der Geschäftsführer in der Gesellschaft auf mindestens einen (1) zu reduzieren.

#### *Sechster Beschluss*

Als Folge des vorgenannten Beschlusses wird beschlossen, Artikel 11, 12 und 13 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, so dass der Text dieser Artikel wie folgt lautet:

„ **Art. 11. Geschäftsführung.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt, gemäss den Bedingungen des Artikels 191 des Gesetzes von 1915, durch wenigstens einen (1) Geschäftsführer welcher kein Gesellschafter sein muss. Die Geschäftsführer werden durch die Generalversammlung der Gesellschafter ernannt. Die Geschäftsführer können nur aus gutem Grund durch einen Mehrheitsbeschluss der Generalversammlung der Gesellschafter abberufen werden.

Jeder Geschäftsführer darf sich bei einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer, wenn ein solcher Rat besteht, durch einen anderen Geschäftsführer aufgrund schriftlicher oder per Fax oder auf einer anderen geeigneten Art und Weise erteilten Vollmacht vertreten lassen.

Jeder Geschäftsführer darf bei jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführung per Telefon oder Videokonferenz oder per vergleichbarem Kommunikationsmittel teilnehmen, solange gewährleistet ist, dass alle Teilnehmer der Sitzung einander hören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme an einer Sitzung auf solch einer Art und Weise steht der persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich.

Schriftliche Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer sind wirksam, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführung schriftlich zustimmen und die Beschlüsse unterschreiben. Eine solche Zustimmung kann in einem einzigen oder in mehreren Dokumenten erfolgen, welche per Post, Fax, E-Mail, Telegramm oder Fernschreiben versandt werden. Solche Beschlüsse stehen Beschlüssen gleich, die auf körperlich abgehaltenen Sitzungen des Rates der Geschäftsführung zustande gekommen sind.

Stimmen dürfen auch per Fax, E-Mail, Telegramm, Fernschreiben oder Telefon abgegeben werden, in letzterem Fall muss die Stimmabgabe schriftlich bestätigt werden.

**Art. 12. Befugnisse der Geschäftsführer.** Gegenüber Dritten hat der alleinige Geschäftsführer und im Falle von mehreren, haben jegliche zwei (2) Geschäftsführer die Befugnis, jegliche Handlungen unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft vorzunehmen, und jegliche Handlungen und Geschäfte auszuführen und zu genehmigen, die dem Zweck der Gesellschaft entsprechen, solange die Bestimmungen dieser Satzung eingehalten werden.

Alle Befugnisse, die nicht durch das Gesetz oder die Satzung der Generalversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in die Kompetenz des alleinigen Geschäftsführers bzw. des Rates der Geschäftsführer.

**Art. 13. Vertretung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers bzw. im Falle der Mehrheit von Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Mitgliedern des Rates der Geschäftsführer verpflichtet.“

#### *Siebter Beschluss*

Es wird beschlossen, das Kapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von EUR 112.500,- (hundertzwölftausendfünfhundert Euro) zu reduzieren, so dass der aktuelle Betrag des Gesellschaftskapitals in Höhe von EUR 125.000,- (hundertfünfundzwanzigtausend Euro) auf einen Betrag in Höhe von EUR 12.500,- (zwölftausendfünfhundert Euro) durch Verringerung des Nominalwertes jeder Aktie von EUR 10,- (zehn Euro) auf EUR 1,- (ein Euro) herabgesetzt wird (die "Kapitalherabsetzung"). Es wird ferner beschlossen, dass die Kapitalherabsetzung mittels Zuweisung des Betrages in Höhe von EUR 112.500,- (hundertzwölftausendfünfhundert Euro) aus dem Gesellschaftskapital in die freie Rücklage der Gesellschaft erfolgt (die "Zuweisung an die Reserve 1").

Als Folge des vorstehenden, wird beschlossen, auch die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von EUR 11.250,- (elftausendzweihundertfünzig Euro) zu reduzieren, so dass der aktuelle Betrag der gesetzlichen Rücklage in Höhe von EUR 12.500,- (zwölftausendfünfhundert Euro) auf einen Betrag in Höhe von EUR 1.250,- (tausendzweihundertfünzig Euro) herabgesetzt wird (die „Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage“). Es wird ferner beschlossen, dass die Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage mittels Zuweisung des Betrages in Höhe von EUR 11.250 (elftausendzweihundertfünzig Euro) aus der gesetzlichen Rücklage in die freie Rücklage der Gesellschaft erfolgt (die "Zuweisung an die Reserve 2").

#### *Achter Beschluss*

Als Folge der vorstehenden Erklärungen, der Beschlüsse und der oben beschriebenen vollständig durchgeführten Einzahlung, wird beschlossen, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, so dass der Text dieses Artikels wie folgt lautet:

„ **Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das gezeichnete Gesellschaftskapital beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Namensanteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-), welche voll eingezahlt sind.“

#### *Neunter Beschluss*

Es wird beschlossen der Geschäftsführung der Gesellschaft folgende Befugnisse zu übertragen (i) über die praktischen Aspekte und Form der Zuweisungen zu bestimmen, und (ii) im Namen der und für die Gesellschaft jede Handlung zu unternehmen und jede Entscheidung zu treffen, die zur Zeichnung eines Dokumentes oder zur Vollziehung einer Maßnahme im Zusammenhang mit den Zuweisungen für notwendig und angemessen gehalten werden.

#### *Zehnter Beschluss*

Es wird beschlossen die Funktion des unabhängigen Wirtschaftsprüfers abzuschaffen.

#### *Elfter Beschluss*

Als Folge des vorstehenden Beschlusses 9, wird beschlossen Artikel 17 und 19 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, so dass der Text dieser Artikel wie folgt lautet:

„ **Art. 17. Die Gesellschaftsaufsicht.** Umfasst die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter, muss die Aufsicht einem oder mehreren Prüfern, die Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein können, übertragen werden.

Jeder Prüfer wird für eine Amtszeit bestellt, die bis zum Tag der jährlichen Gesellschafterversammlung nach ihrer Ernennung zwecks Prüfung des Jahresabschlusses andauert.

Am Ende dieser und jeder nachfolgenden Amtszeit kann die Bestellung des/der Abschlussprüfer/s in seiner/ihrer Funktion/en durch einen neuen Beschluss der Gesellschafterversammlung oder des Alleingeschafters (wie der Fall sein kann), bis zur Abhaltung der nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung zwecks Prüfung des Jahresabschlusses erneuert werden.

**Art. 19. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt in jedem Jahr am ersten Tag des Monats Januar und endet am einunddreißigsten Tag des Monats Dezember.

Am Ende jeden Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss der Gesellschaft erstellt und der Rat der Geschäftsführung stellt ein Inventar auf, welches Angaben über den Wert des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

Jeder Gesellschafter hat das Recht, die Bücher und Aufzeichnungen der Gesellschaft, das genannte Inventar, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung am Sitz der Gesellschaft einzusehen.“

#### *Schätzung der Kosten*

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Aufwendungen, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind oder die ihr im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden, werden auf einen Betrag in Höhe von ein tausendundsechshundert Euro (1.600,-) geschätzt.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnende Notar, welcher Englisch spricht und versteht, beurkundet hiermit, dass auf Verlangen der erschienenen Partei diese Urkunde auf Englisch, gefolgt von der deutschen Übersetzung, verfasst wurde. Auf Verlangen der erschienenen Partei und im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die englische Fassung maßgeblich.

Wovon in Luxemburg am eingangs erwähnten, Datum diese Urkunde aufgesetzt wurde.

Nachdem diese Urkunde den erschienenen Personen vorgelesen wurde, haben dieselben mit Uns, dem Notar, diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: J. Nesch et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 juillet 2014. LAC/2014/34654. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014112972/426.

(140133858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

---

#### **Arminius Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 149.724.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014117555/10.

(140135344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

---

#### **Sat-Elec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5410 Beyren, 4, rue Hiel.

R.C.S. Luxembourg B 165.426.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084089/9.

(140098945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

#### **Single Select Platform, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 99.003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084093/9.

(140099693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**«Auda Capital Feeder GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 189.359.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on twenty-ninth July.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary public residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg who will remain depositary of the present original deed.

There appeared:

Auda Private Equity LLC, a private equity advisory company incorporated in and existing under the laws of State of Delaware, having its registered office address at 888 Seventh Avenue, New York, NY 10106 and registered as an investment adviser with the Securities Exchange Commission (SEC) under the number 801-64151, represented by Mr Tobias Lochen, Rechtsanwalt, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in New York, on July 25<sup>th</sup>, 2014.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée governed by the relevant laws and the present articles of incorporation.

*Definitions*

The following terms shall have the meaning as set out hereafter whenever used herein with initial capital letters:

"1915 Law" means the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time,

"2007 Law" means the Luxembourg law dated 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended from time to time;

"Articles" means the present articles of incorporation;

"Business Day" means any day, other than a Saturday or Sunday, when banks in Luxembourg are open for the transaction of normal business;

"Euro" or "EUR" means the lawful currency of the European Union member States that have adopted the single currency in accordance with the Treaty on European Union and the Treaty on the Functioning of the European Union;

"Board" means in case of plurality of Managers the board of Managers of the Company;

"Manager" means the manager or in case of plurality of managers, a manager appointed to the Board in accordance with these Articles or as the case may be a member of the Board;

"Share(s)" means the shares issued by the Company and any share issued in exchange for those shares or by way of conversion or reclassification, and any shares representing or deriving from those shares as a result of any increases in or reorganization or variation of the capital of the Company; and

"Shareholder" means a holder of Shares.

**Title I. Name, Purpose, Duration, Registered Office**

**Art. 1.** There is hereby formed by the present and all persons and entities who may become Shareholders in the future a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of Auda Capital Feeder GP S.à r.l. (hereinafter referred to as the "Company").

**Art. 2.** The Company's corporate object is to act solely as general partner (associé gérant commandité) of "Auda Capital Feeder SCA SICAV-SIF" (the "SICAV"), a Luxembourg investment company with variable capital - specialised investment fund governed by Luxembourg laws and incorporated under the legal form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions).

The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the SICAV.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly with all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Manager or in case of plurality of Managers, by resolution of the Board, after having received Shareholders consent.

In the event that the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company



at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

## **Title II. Capital, Shares**

**Art. 5.** The Company's capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) Shares of one hundred and twenty five Euro (EUR 125.-) each.

The one hundred (100) Shares have all been fully paid in cash.

The capital may be increased or reduced by a resolution of the single Shareholder or by resolution of the Shareholders of the Company adopted in accordance with Article 20 hereof.

Shares will only be issued in registered form and will be inscribed in the register of Shares, which is held by the Company or by one or more persons on behalf of the Company. Such register of Shares shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number and class of Shares held by him.

In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the 1915 Law.

## **Title III. Shareholder meetings**

**Art. 6.** Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of Company.

**Art. 7.** In case of a single Shareholder, the single Shareholder assumes all powers conferred to the Shareholders' meeting. Any resolutions to be taken by the single Shareholder may be taken in writing.

In case of plurality of Shareholders, the provisions of Article 8 will apply to any resolution to be taken by a meeting of Shareholders.

Each Share is entitled to one vote.

A Shareholder may be represented (at any meeting of Shareholders) by another person, which does not need to be a Shareholder and which may be a Manager. The proxy established to this effect may be in writing or by cable, telegram, facsimile or e-mail transmission.

**Art. 8.** If legally required or if not so required upon the decision of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, annual general meetings of Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting. Such annual general meetings may be held abroad if, in the judgement of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, exceptional circumstances so require.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may convene other meetings of Shareholders to be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast by those Shareholders present and voting.

The general meeting of Shareholders shall be called by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, by notices containing the agenda and which will be published as required by law.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of Shareholders provided for by law; in such case the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may prepare an additional agenda.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The matters dealt with by the meeting of Shareholders are limited to the issues contained in the agenda which must contain all issues prescribed by law as well as to issues related thereto, except if all the Shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of Managers or of the auditor, the names of the eligible Managers or of the auditors will be inserted in the agenda.

## **Title IV. Administration**

**Art. 9.** The Company shall be managed by one or more Manager(s). If several Managers have been appointed, they will constitute a Board.

The Manager(s) need not be Shareholders of the Company.



The Manager(s) shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period as determined by such general meeting of Shareholders and until their successors are elected and take up their functions. Upon expiry of its mandate, a Manager may seek reappointment.

The Manager(s) mandate may be revoked at any time with or without a reason by the general meeting of Shareholders.

In case of plurality of Managers and in the event of a vacancy in the office of a Manager because of death, retirement or otherwise, the remaining Managers may meet and may elect, by majority vote, a Manager to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders.

**Art. 10.** The Board shall choose from among its members a chairman.

The chairman shall preside at all meetings of the Board but in his absence or incapacity to act, the Managers present may appoint anyone of their number to act as chairman for the purposes of the meeting.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

The Board shall meet upon call by the chairman, or any two Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the Board shall be given to all Managers at least three (3) Business Days prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each Manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing, in writing, facsimile or e-mail transmission, another Manager as his proxy.

Any Manager who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the Board by remote conference facility or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate or act validly only if at least two Managers are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented. In case of a deadlock, the chairman shall have the casting vote.

Resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any two Managers or by a Manager together with the secretary or the alternate secretary.

**Art. 11.** The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, shall have power to determine the course and conduct of the management and business affairs of the Company.

It is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

**Art. 12.** The Company shall be bound by the sole signature of its single Manager, or in case of plurality of Managers, by the joint signature of any two Managers of the Company, or by the joint signature of any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the Manager or in case of plurality of Managers, by the Board, together with one Manager.

**Art. 13.** The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company, including the right to sign on behalf of the Company, and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other persons, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

**Art. 14.** No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Company other than that arising out of the fact that he is a Manager, officer or employee or holder of securities or other interests in the counterparty, such Manager or officer shall, in case of plurality of Managers, make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Manager's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

**Art. 15.** The Company may indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a unitholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

#### **Title V. Accounting, Distributions**

**Art. 16.** The operations of the Company and its financial situation as well as its books shall be supervised by one or more auditor(s) qualifying as réviseur d'entreprises agréé(s). The auditor(s) shall be elected by the Shareholders at the annual general meeting of Shareholders for a period which shall end on the day of the following annual general meeting of Shareholders which decides upon the appointment of its (their) successor(s).

**Art. 17.** The accounting year of the Company shall begin on 1<sup>st</sup> January and shall terminate on 31 December of each year.

**Art. 18.** From the annual net profit of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 5 hereof.

The general meeting of Shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, to do so.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may within the conditions set out by law unanimously resolve to pay out interim dividends.

#### **Title VII. Winding up, Liquidation**

**Art. 19.** In the event of a winding-up of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be physical persons or legal entities and are named by the meeting of Shareholders deciding such winding-up and which shall determine their powers and their compensation.

#### **Title VIII. Amendments**

**Art. 20.** These Articles may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the respect of the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law.

**Art. 21.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law.

#### *Transitory disposition*

The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2014.

#### *Subscription and Payment*

The capital of the Company is subscribed as follows:

Auda Private Equity LLC, above named, subscribes for one hundred (100) Shares, resulting in a total payment of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-).

Evidence of the above payment was given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand euro.

### General Meeting of Shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

(i) The following are elected as Managers for an undetermined period:

- Mr Tim Avery, born on 18<sup>th</sup> September 1958 in New York, USA, residing professionally at 888 Seventh Avenue, New York, NY 10106.

- Mr Ralph Brödel, born on 5<sup>th</sup> August 1966 in Mannheim, Germany, residing professionally at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Luxembourg.

- Mrs Britta Lindhorst, born on 18<sup>th</sup> June 1962 in Wermelskirchen, Germany, residing professionally at Am Pilgerrain 17, 61352 Bad Homburg, Germany.

(ii) The following is elected as independent auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at 31 December 2014: Ernst and Young S.A., 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

(iii) The registered office of the Company is set at 5 rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the above named person, this deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German versions, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, surname, status and residence, the person appearing signed together with the notary the present original deed.

### Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden englischen Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunundzwanzigsten Juli.

Vor Uns dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, in Vertretung von Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, welch letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

erschien die folgende Person:

Auda Private Equity LLC, eine Private Equity Beratungsgesellschaft unter dem Recht des Staates Delaware, mit Sitz in 888 Seventh Avenue, New York, NY 10106 und als Anlageberater registriert mit der "Securities Exchange Commission" (SEC) unter der Nummer 801-64151, vertreten durch Herrn Alexander Wagner, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer am 25. Juli 2014 in New York erteilten Vollmacht.

Die von der Erschienenen und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" gezeichnete Vollmacht bleibt dieser Urkunde beigelegt und ist zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Die wie vorstehend beschrieben vertretene Erschienene hat den Notar gebeten, die nachstehende Satzung (articles of incorporation) einer den einschlägigen Gesetzen sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu Protokoll zu nehmen.

### Definitionen

Die folgenden Begriffe haben, wen sie mit großen Anfangsbuchstaben geschrieben sind, die ihnen jeweils zugeordnete Bedeutung:

"Gesetz von 1915" ist das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Gesetz von 2007" ist das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Satzung" ist die vorliegende Satzung;

"Geschäftstag" ist ein Tag, außer Samstag und Sonntag, an dem die Banken in Luxemburg für die üblichen Geschäfte geöffnet sind;

"Euro" oder "EUR" ist die gesetzliche Währung derjenigen Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die gemäß dem Vertrag über die Europäische Union und dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union die gemeinsame Währung eingeführt haben;

"Rat der Geschäftsführung" ist, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft;

"Geschäftsführer" ist der Geschäftsführer, oder sofern mehrere bestellt sind, einer der gemäß dieser Satzung zum Mitglied des Rates der Geschäftsführung bestellten Geschäftsführer bzw. ein Mitglied des Rates der Geschäftsführung;

"Gesellschaftsanteil(e)" sind die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile sowie im Tausch gegen solche Anteile oder aufgrund einer Umwandlung oder Reklassifizierung ausgegebene Anteile sowie Anteile, die aufgrund von Kapitalerhöhungen, Umwandlungen oder Reklassifizierung für diese Anteile stehen oder aus ihnen hervorgehen; und

"Gesellschafter" ist ein Inhaber von Anteilen.

### **Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz**

**Art. 1.** Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Namen Auda Capital Feeder GP S.à r.l. (nachstehend "Gesellschaft" genannt) gegründet.

**Art. 2.** Der einzige Zweck der Gesellschaft ist es, als Komplementärin (associé gérant commandité) der "Auda Capital Feeder SCA SICAV-SIF" (die "SICAV") zu fungieren, einer Luxemburgischen Fondsgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds nach den Gesetzen Luxemburgs und gegründet in der Rechtsform einer Kommanditgesellschaft (société en commandite simple).

Die Gesellschaft soll alle Tätigkeiten, die mit ihrer Stellung als Komplementärin der SICAV oder eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Form einer Kommanditgesellschaft ausführen.

Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten ausführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg. Niederlassungen oder Büros können aufgrund eines Beschlusses des Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, aufgrund eines Beschlusses des Rates der Geschäftsführung gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass ein Geschäftsführer, oder sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung befindet oder befinden, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland eine Gesellschaft nach luxemburgischem Recht bleibt.

### **Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile**

**Art. 5.** Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgelegt und in einhundert (100) Gesellschaftsanteile mit einem Wert von einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) je Anteil aufgeteilt.

Die einhundert (100) Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Das Kapital kann aufgrund eines gemäß Artikel 20 dieser Satzung getroffenen Beschlusses des Alleingeschäfters oder der Gesellschafter der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Anteilsregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Gesellschaft geführt wird. In diesem Anteilsregister wird der Name des Gesellschafter, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile vermerkt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfters hat, sind die von dem Alleingeschäfters gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes von 1915 übertragen werden.

### **Abschnitt III. Gesellschafterversammlungen**

**Art. 6.** Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Gesellschafter der Gesellschaft gilt als Vertretung sämtlicher Gesellschafter der Gesellschaft. Sie verfügt über größtmögliche Befugnisse, mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

**Art. 7.** Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfters hat, stehen diesem sämtliche der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse zu. Von dem Alleingeschäfters zu fassende Beschlüsse können schriftlich gefasst werden.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 für sämtliche von einer Gesellschafterversammlung zu fassenden Beschlüsse.

Jeder Gesellschaftsanteil gewährt eine Stimme.

Ein Gesellschafter kann sich (auf Gesellschafterversammlungen) von einer anderen Person vertreten lassen, die kein Gesellschafter sein muss und ein Geschäftsführer sein kann. Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder E-Mail erteilt werden.

**Art. 8.** Sofern kraft Gesetz erforderlich oder, andernfalls, aufgrund einer Entscheidung des Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, des Rates der Geschäftsführung, werden die jährlichen Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft gemäß luxemburgischem Recht am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder einem anderen,

in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten. Solche jährlichen Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, wenn der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung dies aufgrund des Vorliegens außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Der Geschäftsführer, oder sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung, können weitere Gesellschafterversammlungen einberufen, die an den in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und zu den darin ebenfalls genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden Gesellschafter zu fassen.

Die jährlichen Gesellschafterversammlungen sind von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung durch Versendung von Einladungen einzuberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Gesellschafter bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Geschäftsführern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Geschäftsführer oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

#### **Abschnitt IV. Verwaltung**

**Art. 9.** Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Geschäftsführern geführt. Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, bilden sie einen Rat der Geschäftsführung.

Der bzw. die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

Der bzw. die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung für einen von dieser bestimmten Zeitraum gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Nach Ablauf seiner Amtszeit kann sich ein Geschäftsführer wieder zur Wahl stellen.

Der bzw. die Geschäftsführer können jederzeit von der Gesellschafterversammlung mit oder ohne die Angabe von Gründen ihres Amtes enthoben werden.

Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, sowie für den Fall, dass der Posten eines Geschäftsführers aufgrund des Todes, der Eintritts in den Ruhestand eines Geschäftsführers oder aus anderen Gründen vakant wird, können sich die verbleibenden Geschäftsführer versammeln und mit einfacher Mehrheit einen Geschäftsführer wählen, der eine solche Vakanz bis zur nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung ausfüllt.

**Art. 10.** Der Rat der Geschäftsführung ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft. Sofern der Vorsitzende bei einer Versammlung abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die Geschäftsführer aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die Zwecke der jeweiligen Versammlung ernennen.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung kann jeweils Bevollmächtigte („Officers“) der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer, oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigte haben die ihnen von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Der Rat der Geschäftsführung versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Sämtlichen Geschäftsführern ist mindestens drei (3) Tage vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftsordnungspunkte aufgeführt sind. Von dieser Frist kann in dringenden Ausnahmefällen abgewichen werden, in denen die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet werden, sofern sämtliche Geschäftsführer einer solchen Verfah-



rensweise schriftlich, Fax oder E-Mail zustimmen. Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Gesellschafterbeschluss festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Geschäftsführer können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung vertreten lassen, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Geschäftsführer, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung der Geschäftsführer der Gesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens zwei Geschäftsführer bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen. Im Falle eines Patts hat der Vorsitzende die entscheidende Stimme.

Von sämtlichen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, Telegramm, Fax oder E-Mail erfolgen.

Das Protokoll von Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einem Geschäftsführer gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

**Art. 11.** Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung ist befugt, die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Gesellschaft festzulegen.

Der Geschäftsführer bzw. der Rat der Geschäftsführung ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche im Interesse der Gesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen und -verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung ausgeübt.

**Art. 12.** Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers verpflichtet oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern der Gesellschaft, oder durch die gemeinsame Unterschrift einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch den Rat der Geschäftsführung übertragen worden ist, zusammen mit mindestens einem Geschäftsführer.

**Art. 13.** Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Gesellschaft oder andere Personen übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung hierzu ermächtigt worden sind.

**Art. 14.** Verträge oder andere Transaktionen der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn einer oder mehrere der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Geschäftsführer oder Bevollmächtigter oder Mitarbeiter ist oder sind.

Falls ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Geschäftsführer, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Gesellschaft hat, wird der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, den Rat der Geschäftsführung von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Geschäftsführers oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

**Art. 15.** Die Gesellschaft kann einen Geschäftsführer oder Bevollmächtigter, seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betroffenen als Geschäftsführer oder Bevollmächtigter für die Gesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Anteilinhaber oder Gläubiger die Gesellschaft ist, wenn der Betroffene insoweit keinen

anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer - laut Auskunft eines Rechtsberaters gegenüber der Gesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Geschäftsführer oder Bevollmächtigten möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

#### **Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden**

**Art. 16.** Die Geschäfte der Gesellschaft, ihre finanzielle Situation sowie ihre Bücher werden von einem (oder mehreren) Abschlussprüfer(n) überwacht, bei denen es sich um réviseur d'entreprises agréé(s) handelt. Der Abschlussprüfer (oder die Abschlussprüfer) wird von den Gesellschaftern bei der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum bestimmt, der am Tage der nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung endet, die über die Bestellung des Nachfolgers oder der Nachfolger entschieden wird.

**Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 18.** Von dem Jahresüberschuss der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingestellt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10 %) des Kapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 5 dieser Satzung herauf- oder herabgesetzten Betrag liegen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann ggf. Dividenden festsetzen oder den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, den Rat der Geschäftsführung anweisen, dies zu tun.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen einstimmig die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

#### **Abschnitt VII. Auflösung, Liquidation**

**Art. 19.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die über die Auflösung entscheidet und die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

#### **Abschnitt VIII. Änderungen**

**Art. 20.** Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach luxemburgischem Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

**Art. 21.** Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 zu lösen.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Das Kapital der Gesellschaft wird folgendermaßen gezeichnet:

Die oben genannte Auda Private Equity LLC zeichnet einhundert (100) Gesellschaftsanteile gegen Zahlung von zwölf-tausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-).

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichneten Notar erbracht.

#### *Kosten*

Die von der Gesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten belaufen sich auf eintausend euro Gesellschafterversammlung

Als Inhaberin des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft fasst die oben genannte Person in Ausübung der der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse die folgenden Beschlüsse:

(i) Die folgenden Personen werden für unbestimmte Dauer als Geschäftsführer bestellt:

- Herrn Timmy Avery, geboren am 18. September 1958 in New York, USA, mit beruflicher Anschrift in 888 Seventh Avenue, New York, NY 10106;

- Herrn Ralph Brödel, geboren am 5. August 1966 in Mannheim, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Luxemburg;

- Frau Britta Lindhorst, geboren am 18. Juni 1962 in Wermelskirchen, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in Am Pilgerrain 17, 61352 Bad Homburg, Deutschland;

(ii) Als unabhängiger Abschlussprüfer wird für die Dauer eines Zeitraums bis zum Ende der jährlichen Gesellschafterversammlung, die über den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 berät, Ernst & Young S.A., 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, bestellt;

(iii) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.



Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Wunsch der vorstehend genannten Person ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text der Erschienenen vorgelesen wurde, deren Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: T. LOCHEN, M. SCHAEFFER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 4. August 2014. Relation: EAC/2014/10749. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

*Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.*

Référence de publication: 2014127638/506.

(140144819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

### **U Access, Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 189.490.

### — STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventh of August.

Before Us, Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, who will remain the depositary of the present deed.

There appeared:

Union Bancaire Privée, UBP SA, a company incorporated in Switzerland, having its registered office at 96-98, rue du Rhône, CH-1211 Geneva,

here represented by Mrs Isabelle ASSERAY, Managing Director, residing professionally at 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy has been initialled "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

The appearing party has requested the undersigned notary to draw up as follows the deed of formation of a Luxembourg company that it desires to incorporate and the articles of incorporation of which (the "Articles of Incorporation" or the "Articles") shall be as follows:

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become shareholders a company in the form of a public limited company (société anonyme) under the legal framework of a multi-compartment variable capital investment company (SICAV), known as "U ACCESS" (hereafter: the "Company").

**Art. 2.** The Company is incorporated for an unlimited period. It can be dissolved by resolution of the General Meeting of Shareholders acting as when amending these Articles of Association, as provided for by Article 29 below.

**Art. 3.** The Company's sole object is to invest its funds in transferable securities, money market instruments and other assets authorised for investment by an undertaking for collective investment, in accordance with part I of the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (hereafter: the "2010 Act"), including the shares or units of other collective investment undertakings, in order to diversify investment risk and enable shareholders to share in the profit derived from managing the portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transactions that it deems necessary to achieve and facilitate this object in the widest sense, as permitted by the 2010 Act.

**Art. 4.** The Company has its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may establish, by simple resolution of its Board of Directors (the "Board of Directors"), branches and offices both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Should the Board of Directors determine that exceptional circumstances of a political, economic or social nature that could compromise normal activity at the registered office, or communication between the registered office and abroad, have arisen or are about to arise, it may temporarily transfer the registered office to another country until circumstances have fully returned to normal; this temporary measure shall have no effect on the Company's nationality which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain that of the Grand Duchy of Luxembourg.

**Art. 5.** The Company's share capital comprises shares with no face value and shall at all times be equal to the Company's aggregate net assets as defined in Article 23 of these Articles of Association.

The Company's minimum share capital requirement is EUR 1,250,000.

The initial capital is EUR 31,000 divided into three hundred and ten (310) shares of no face value.

The Board of Directors is authorised at any time to issue fully paid up shares in accordance with Article 24 of these Articles of Association, at a price equal to the respective net asset value or net asset values per share, as determined under Article 23 of these Articles of Association, without according existing shareholders any preferential subscription rights. The Board of Directors may delegate the responsibility of accepting subscriptions for these shares to any director or senior manager of the Company or any other person.

These shares may belong to different classes of shares according to the choice of the Board of Directors, corresponding to different sub-funds ("the sub-funds"). The proceeds from the issue of shares in each sub-fund shall, in accordance with Article 3 of these Articles of Association, be invested in sub-funds containing securities, money market instruments or other assets corresponding to geographical regions, industrial sectors or currency zones, or to a specific type of share or bond to be determined by the Board of Directors for each sub-fund. The Board of Directors is empowered, for each sub-fund, to create different categories and sub-categories ("types of share") which may be characterised by their distribution policy (distribution shares, capitalisation shares), reference currency (shares denominated in the reference currency of the sub-fund, shares denominated in another currency), commission level or any other characteristic to be determined by the Board of Directors.

The assets of a specific sub-fund are liable only in respect of the debts, commitments and obligations concerning that sub-fund.

To determine the Company's share capital, the net assets corresponding to each category and each type of share in each sub-fund shall, if not already expressed in EURO, be converted into EURO, the share capital being equal to the aggregate net assets of all sub-funds.

The General Meeting of Shareholders, in accordance with Article 28 of these Articles of Association, may reduce the Company's share capital by cancelling shares of a given sub-fund, and refund the full net asset value of these shares to the shareholders of that sub-fund, provided that a quorum is present and that the meeting has the required majority to amend the Articles of Association for the shares in that sub-fund.

**Art. 6.** Shares may be issued in either registered or bearer form. No share is physically issued. Any share may be issued in the form of a fractional share. Fractions of shares shall represent a part of the net assets and shall entitle the holder to a pro rata portion of the dividend that the Company may decide to distribute, as well as the proceeds in case of liquidation of the Company. Fractions of shares do not carry voting rights.

A holder of bearer shares who requests conversion of his/her certificates into certificates of a different form, or conversion into registered shares, shall bear the cost of any such exchange. Similarly, the cost of any conversion of registered shares into bearer shares shall be borne by the holder of the registered shares.

If a holder of registered shares does not wish to receive certificates, he/she shall be sent confirmation of his/her registration as a shareholder. A holder of registered shares who requests that more than one certificate is issued for his/her shares may be charged for the cost of the additional certificates. Certificates will be signed by two directors. The two signatures may be handwritten, printed or affixed by stamp. One of the signatures may be affixed by a person delegated with this task by the Board of Directors; if this is the case, it must be handwritten. The Company may issue temporary certificates in forms to be determined by the Board of Directors.

Shares will not be issued unless subscription has been accepted. Final share certificates shall be sent to subscribers without delay, as soon as payment has been received in accordance with Article 24 of these Articles of Association. At the conditions set by the Board of Directors and respecting all legal requirements, the subscription price may be paid for by contributions in kind. Such contributions will be the subject of an evaluation report established by an approved auditor, as requested by Luxembourg law. In principle, the fees relating thereto will be borne by the concerned shareholder(s).

Payments of dividends relating to registered shares shall be remitted to the address held in the share register and those relating to dematerialised bearer shares shall be remitted to the address of the depository with which the shares are registered.

All dematerialised bearer shares issued by the Company shall be entered in the share register held by the Company or by one or more persons appointed to do so by the Company. The record must indicate the name of the depository with which the shares are registered, the depository's elected domicile, as indicated to the Company, the number of shares, the sub-fund, the category and type of shares held and the sum paid for each of these shares. All transfers of dematerialised bearer shares shall be recorded in the share register, with the record being signed by one or more senior managers or authorised representatives of the Company, or by one or more other persons appointed to do so by the Board of Directors.

Shares shall be deemed to have been transferred (a) in the event that certificates have been issued, when, after receipt of the certificates representing the shares, together with all other transfer documents required by the Company, the Company has recorded the transfer to be made, or (b) in the event that no certificates have been issued, when a written declaration of transfer has been entered in the share register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their agents.

Shareholders wishing to receive certificates for their registered shares shall provide the Company with an address to which all correspondence and information can be sent. This address shall also be recorded in the share register.

Should a shareholder fail to provide an address, the Company may note this in the share register and the shareholder's address will be deemed to be the registered office of the Company or any other address as determined by the Company, until such time as the shareholder provides a different address. Shareholders may change the address recorded in the share register at any time by sending written confirmation to the registered office of the Company, or to any other address as determined by the Company.

**Art. 7.** If a shareholder can provide proof to the Company that his/her share certificate has been lost, damaged or destroyed, a duplicate may be issued on request in accordance with legal requirements and any conditions laid down by the Company, without prejudice to any form of guarantee the Company may require. The original certificate shall cease to have any value as soon as the new certificate, which shall indicate that it is a duplicate, has been issued.

If it so chooses, the Company may charge to the shareholder the cost of the duplicate or new certificate and all justifiable expenses incurred by the Company in connection with issuing this certificate and recording it in the register, or with destroying the original certificate.

The Company will only recognise one shareholder per share. If there are several shareholders per share, only the address of the first named will be recorded and all correspondence will be sent only to that address.

**Art. 8.** The Company may restrict or prohibit ownership of shares by any person, firm or corporate entity, including, but not limited to, any "United States Person", as defined below, or by any person holding or owning shares in breach of laws or regulations, or in circumstances which have, or could have, negative fiscal implications for the Company or its shareholders, or which could be contrary to the company's interests in some other way (a "Prohibited Person"), and to that end, the company may:

a) refuse to issue shares or register any share transfer where it considers such issue or registration would or could result in the direct or indirect ownership of such shares by a United States Person or a Prohibited Person; and

b) require, at any time, any person whose name is entered in the Register or any person wishing to record a share transfer in the Register to produce any information the Company may consider necessary to determine whether or not the direct or indirect ownership of shares by that person would constitute ownership by a United States Person or a Prohibited Person;

c) where the Company considers that a United States Person or a Prohibited Person, either singly or jointly with any other person, owns shares in the Company either directly or indirectly, it may undertake the compulsory purchase of all shares held by that shareholder in the following manner:

(i) the Company will issue a notice (hereafter: the "Repurchase Notice") to the shareholder holding such shares or entered in the Register as the owner of the shares to be repurchased, indicating the shares to be repurchased, the repurchase price and the place where the repurchase price of those shares will be paid. This Repurchase Notice may be sent by registered letter to the shareholder at the shareholder's last known address, or to the last address recorded in the Company's Register. The shareholder concerned will be required to return the certificate or certificates representing the shares referred to in the Repurchase Notice to the Company without delay. Immediately after close of business on the date set out in the Repurchase Notice, the shareholder concerned will cease to own the shares referred to in the Repurchase Notice and his, her or its name will be deleted from the Register. However, the shares represented by these certificates will continue to exist;

(ii) the purchase price for the shares referred to in the Repurchase Notice (hereafter: the "Repurchase Price") will be equal to the net asset value per share, calculated in accordance with article 23 hereunder;

(iii) payment of the Repurchase Price will be made to the owner of the shares in the currency of the sub-fund concerned, except during periods when the convertibility of that currency is restricted, and will be deposited by the Company in a bank in Luxembourg or elsewhere (as set forth in the Repurchase Notice) to be paid to the owner against delivery of the certificate(s) representing the shares described in the Notice. After deposit of the Repurchase Price, no person with rights over the shares described in the Repurchase Notice will have any further rights over such shares and may not make any claim against the Company or its assets on the basis of the shares concerned, save the right of the owner of the shares in question to receive the Repurchase Price (without interest) from the bank, against delivery of the certificate(s) for the shares as described above;

(iv) the exercise by the Company of the powers conferred by this article may not under any circumstances be called into question or invalidated on the grounds that there is insufficient proof of a person's ownership of such shares or that the true ownership of the shares was different from that which the Company believed it to be when a Repurchase Notice was issued, provided in all cases that the Company has exercised its powers in absolute good faith; and

d) refuse to recognise the vote of a United States Person or Prohibited Person at any General Meeting of Shareholders of the Company.

If a person becomes aware that he, she or it owns or holds shares in breach of this article, he, she or it must inform the Company in writing.

When used in these Articles of Association, the term "United States Person" will apply to any resident or citizen of the United States of America, any association organised or existing under the laws of a State, territory or possession of the United States of America, any company organised under the laws of the United States of America or one of its States, territories or possessions, and any deceased estates or trusts, except for deceased estates or trusts whose income from

sources outside the United States of America is not required to be included within gross income for the purpose of determining US income tax payable by those deceased estates or trusts.

If it appears that a shareholder of a type of shares reserved for Institutional Investors (as defined in the prospectus of the Company) is not an Institutional Investor, the Company may either repurchase the shares in question or convert them, notwithstanding the provisions of article 21 hereunder, into shares of a type not restricted to Institutional Investors (if such a type exists with similar characteristics), notifying the shareholder concerned of this conversion.

**Art. 9.** The regularly constituted meeting of the Company's shareholders represents all its shareholders. Resolutions passed at such a meeting are binding on all the Company's shareholders, irrespective of the sub-fund they hold. The meeting has all the necessary powers to draw up, have drawn up, or ratify all deeds relating to the Company's business.

In the case, however, that the decisions to be taken concern only the particular rights of shareholders of one sub-fund, those decisions must be taken by a meeting representing the shareholders of the sub-fund concerned.

**Art. 10.** The Annual General Meeting of Shareholders shall take place under Luxembourg law at the Company's registered office in Luxembourg, or at any other location in Luxembourg stipulated in the notice convening the meeting, on the fourth Wednesday in April at 3 p.m. If this day is a legal or bank holiday, the Annual General Meeting shall take place on the following business day. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board of Directors, in its sole judgement, deems this necessary as a result of exceptional circumstances.

Other general meetings of shareholders may be held at the time and place stated in the notices convening the meetings.

**Art. 11.** Notices convening meetings of shareholders of the Company and the meetings themselves are governed by the relevant legal provisions.

Each share, regardless of its type, category or the sub-fund to which it belongs, and regardless of the net asset value per share of this type, category or sub-fund, carries one voting right, unless provided for to the contrary in these Articles of Association. Any shareholder may nominate by letter, telex or other written means of communication another person to act as his/her proxy in shareholder meetings.

Unless otherwise provided for in law or these Articles of Association, resolutions of the General Meeting will be passed by a simple majority of the voting shareholders attending the meeting.

The Board of Directors may set any other conditions that the shareholders are required to fulfil to take part in the General Meeting.

**Art. 12.** A meeting of shareholders shall be convened by the Board of Directors by means of a notice setting out the agenda sent at least eight days before the meeting to every shareholder at the address entered in the share register.

If applicable, the notice shall also be published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg*, in a Luxembourg newspaper and in any other newspapers that the Board of Directors may choose.

**Art. 13.** The Company shall be managed by a Board of Directors comprising at least three members; the members of the Board of Directors are not required to be shareholders of the Company. The directors shall be elected by the Annual General Meeting for a maximum term of six years and until their successors have been elected; nevertheless, a director may be dismissed with or without reason and/or replaced at any time by resolution of the shareholders.

If a director's position becomes vacant following death, resignation or other event, a meeting of the remaining directors may elect a director by a majority vote to temporarily fulfil the duties attaching to the vacant position until the next shareholder meeting.

**Art. 14.** The Board of Directors may elect a chairman and one or more vice-chairmen from amongst its members. It may also appoint a secretary; the secretary is not required to be a director and will prepare the minutes to the Board meetings and shareholder meetings. Board meetings shall be convened by the chairman or two directors and shall take place at the place indicated in the notice convening the meeting.

If a chairman has been appointed, he/she will chair general meetings of shareholders and meetings of the Board of Directors; if no chairman has been appointed or the chairman is absent, the shareholders at the General Meeting or the Board of Directors shall appoint another director to chair such meetings by a majority vote of the shareholders or directors present.

Written notice of all meetings of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight days before the time set for the meeting, except in urgent cases when the nature and reasons for the urgency shall be stated in the notice convening the meeting. Notice may be dispensed with if so agreed by all directors in writing or by fax, telegram, e-mail or telex. A meeting of the Board of Directors taking place at a time and place set by prior resolution of the Board of Directors does not need to be specially convened.

Each director may nominate in writing, or by fax, telegram, e-mail or telex, another director to act as his/her proxy. The directors may also vote in writing or by fax, telegram, e-mail or telex.

The directors are only empowered to act in the context of properly convened meetings of the Board of Directors. Directors do not have individual signing powers unless specifically granted by a resolution of the Board of Directors.

Discussions and actions of the Board of Directors are only valid if at least two directors are present or represented at a meeting. Decisions will be taken by a majority vote of the directors present or represented. If there is a tied vote at a meeting of the Board of Directors, the chairman of the meeting shall have the casting vote.

Decisions of the Board of Directors may also be taken by circular resolutions.

If necessary, the Board of Directors shall appoint the senior managers and authorised representatives of the Company whose duties shall be deemed necessary to satisfactorily conduct the Company's business. The Board of Directors may also at any time revoke such appointments. The senior managers and authorised representatives are not required to be directors or shareholders of the Company. Unless the Articles of Association determine otherwise, the senior managers and authorised representatives shall have the powers and responsibilities assigned by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate to individuals or legal entities, which are not required to be directors, its powers relating to day-to-day management and the execution of transactions for the fulfilment of its object and pursuit of its general management strategy.

**Art. 15.** The minutes of meetings of the Board of Directors shall be signed by the director who acted as chairman.

Copies or extracts of minutes which are to serve as evidence in court or elsewhere shall be signed by the chairman, or the secretary, or two directors.

**Art. 16.** The Board of Directors is empowered to set the Company's policies and strategies based on the principle of risk diversification and to determine the policies to be followed in the management and administration of the company's affairs, within the framework of limits which the Board of Directors is required to set regularly under the terms of Part I of the 2010 Act.

The Board of Directors may decide that the Company will invest (i) in negotiable securities or money market instruments accepted or traded on a regular market, as defined in the 2010 Act, (ii) in negotiable securities or money market instruments traded on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates properly and is recognised and open to the public, (iii) in negotiable securities and money market instruments listed on an exchange in any other country of Eastern and Western Europe, Asia, Oceania, Australia and the American and African continents, or traded in another organised market in one of the countries referred to above, on condition that such market is regulated, operates properly, is recognised and is open to the public, (iv) in recent issues of negotiable securities or money market instruments on condition that the terms of issue stipulate that a request is to be made for admission to one of the exchanges or other organised markets referred to above, and provided such listing is obtained within twelve months from the date of issue, and (v) in any other negotiable securities, instruments or other assets within the limits of the restrictions set by the Board of Directors in accordance with the 2010 Act, and with regulations in force and as described in the Company's sales documentation.

The Board of Directors may decide to invest up to 100% of the assets of each sub-fund of the Company in different issues of negotiable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, by its regional or local administrations, a non European Union Member State as accepted by the Luxembourg supervisory authorities and as described in the Company's sales documentation, or by public international bodies to which one or more European Union Member States or any of the Member States of the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) belong, it being understood that if the company wishes to avail itself of this provision, it must hold, in the name of the sub-fund concerned, stocks belonging to at least six different issues, with stocks belonging to a single issue not exceeding 30% of the total assets of the sub-fund concerned.

The Company's investments may be made directly or indirectly, as determined from time to time by the Board of Directors and to the extent permitted by the 2010 Act, via wholly-owned subsidiaries established in any appropriate jurisdiction. Where the Company invests in the share capital of a subsidiary operating solely for its benefit in the field of asset management, advisory services or distribution in the country where the subsidiary is located, in relation to the redemption of units at the request of unit holders, paragraphs (1) and (2) of article 48 of the 2010 Act shall not apply. Any reference herein to "investments" or "assets" will refer either to investments made and assets held directly or to investments made and assets held indirectly via subsidiary companies.

The Board of Directors may decide that the Company can invest in financial derivatives and similar instruments giving rise to settlement in cash and traded on a regulated market as defined in the 2010 Act, and/or in financial derivatives dealt over-the-counter on condition, inter alia, that the underlying instruments are those referred to in article 41 (1) of the 2010 Act, in financial indices, interest rates, exchange rates or currencies, in which the Company may invest under the terms of its investment aims, as set out in its sales documentation.

The Board of Directors may decide that the investments of a sub-fund should be such that they replicate the makeup of an equity or bond index, on condition that the index concerned is recognised by the Luxembourg supervisory authority as being adequately diversified, that it is an appropriate benchmark for the market concerned and that it is suitably publicised.

The Company will not invest more than 10% of the assets of a sub-fund in undertakings for collective investment as defined in article 41 (1) (e) of the 2010 Act, except for sub-funds which specifically incorporate such investments in their investment policy.



The Board of Directors may, in accordance with the provisions set forth in article 181(8) of the 2010 Act, decide that a sub-fund may subscribe, acquire and/or hold shares of other sub-funds of the Company (“Target Sub-funds”), without being subject to the provisions set forth in the Law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended from time to time, as regards subscriptions, acquisition and/or holding of its own shares by the Company.

The Board of Directors may decide to qualify a sub-fund of the Company as master sub-fund, as defined by chapter 9 of the 2010 Act and in accordance with the provisions set forth therein.

The Board of Directors may decide, to the extent it is approved by the Luxembourg supervisory authority (“Commission de Surveillance du Secteur Financier”) to qualify a sub-fund of the Company as feeder sub-fund, as defined by chapter 9 of the 2010 Act and in accordance with the provisions set forth therein.

**Art. 17.** No contract or transaction concluded by the Company with other companies or firms will be affected or invalidated by the fact that one or more of the Company’s directors, senior managers or authorised representatives has any type of interest in the other company or firm, or by the fact that they are directors, partners, senior managers, authorised representatives or employees of the other company. No director, senior manager or authorised representative of the Company who is a director, senior manager, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company enters into contracts or has any other business relations, shall thereby be deprived of the right to discuss, vote on or act in matters relating to such contracts or business relations.

If a director, senior manager or authorised representative should have a personal interest in any business matter of the Company, this director, senior manager or authorised representative shall inform the Board of Directors of his/her personal interest and shall not take part in the discussion or vote on such business matter; the next meeting of shareholders must receive a report on this business matter and the personal interest of the said director, senior manager or authorised representative.

The term “personal interest” used in the previous paragraph shall not apply to any relations or interest in any matter, decision or transaction concerning UNION BANCAIRE PRIVEE, UBP SA and its shareholders, the Custodian Bank or any other company or entity as the Board of Directors may from time to time decide.

**Art. 18.** The Company may reimburse any director, senior manager or authorised representative, or their heirs and executors, for any expenses reasonably incurred in connection with any action or lawsuit in which they have been involved in their capacity as director, senior manager or authorised representative of the Company or for having been, at the Company’s request, a director, senior manager or authorised representative of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she would not be reimbursed, provided he/she is not found guilty of gross negligence or bad management in connection with such action or lawsuit; in the case of a legal settlement, the Company will only reimburse the said expenses if it receives confirmation from its legal adviser that the director to be reimbursed has not breached his/her duties in such a manner. The right to reimbursement described above shall not exclude other individual rights to which these persons are entitled.

**Art. 19.** The Company shall be bound by the joint signatures of two directors or by the single or joint signatures of one or more of its authorised representatives to which the Board of Directors has specifically delegated power of attorney.

**Art. 20.** The Company’s operations and financial situation, especially the keeping of its accounts, shall be overseen by an approved and independent auditor. The auditor shall, in general, comply with all the obligations set out in article 154 of the 2010 Act. The auditor shall be appointed at the Annual General Meeting of Shareholders for a maximum period of three years and until his/her successor has been elected.

The incumbent independent auditor may be replaced at any time, with or without reason, by the General Meeting of Shareholders.

**Art. 21.** In accordance with the following terms and conditions, the Company is empowered at any time to redeem its own shares within the limits imposed by law.

Each shareholder is entitled to request the Company to redeem all or part of his/her shares. Before the redemption can be considered, the redemption request must be accompanied by the share certificate(s) in due form and the necessary documents for effecting their transfer. Payment will be made at the latest ten business days after the date on which the applicable net asset value was determined.

The redemption price shall be equal to the net asset value of each category and type of share in the sub-fund in question, as determined in accordance with the provisions of Article 23 below, less the fees as stated in the sale documents. All redemption requests must be sent by the shareholder in writing to the Company’s registered office in Luxembourg, or to any other person or legal entity nominated by the Company as agent for the redemption of shares. All redemption requests are irrevocable, unless calculation of the net asset value of the shares is suspended.

Upon express consent of the concerned shareholders, the Board of Directors may redeem the Company’s shares in kind. Such redemptions will be the subject of an evaluation report established by an approved auditor and will mention the quantity, name and valuation method of the concerned securities. In principle, the fees relating thereto will be borne by the concerned shareholder(s).

Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

A shareholder may request conversion of all or part of his/her shares into shares of a different category in the same sub-fund or in a different sub-fund at a price equivalent to the respective net asset values of the shares of the different categories in this sub-fund, as determined on the same Valuation Day, it being understood that the Board of Directors may impose restrictions regarding, inter alia, the frequency of conversion, and may require the shareholder to pay costs in an amount to be determined by the Board of Directors.

A shareholder may not convert all or part of his/her shares of one type into a different type of share.

All conversion requests must be sent by the shareholder in writing to the Company's registered office in Luxembourg, or to any other person or legal entity nominated by the Company as agent for the conversion of shares. All conversion requests are irrevocable, unless calculation of the net asset value of the shares is suspended.

**Art. 22.** The net asset value of the Company's shares and the issue and redemption price of each category and type of share shall be determined for the shares in each sub-fund at intervals set by the Board of Directors but in any case at least twice a month (the day on which the net asset value is determined is referred to in these Articles of Association as the "Valuation Day"), it being understood that if such a Valuation Day falls on a non-business day in accordance with the definition of "Business Day" in the Company prospectus, the Valuation Day will be the first Business Day following the non-business day.

The Company may suspend the process for determining the net asset value of the shares in one or more sub-funds, the issue and redemption of the shares in such sub-fund(s) and the conversion of or into these shares:

- during any period in which one of the main securities exchanges or other markets, where a substantial portion of the Company's investments in a given sub-fund is quoted, is closed other than for a holiday, or transactions on it are restricted or suspended;

- during an emergency which prevents the Company from disposing of the assets of a given sub-fund in the normal way or valuing them correctly;

- during a breakdown of the communications network normally used for determining the price or the value of investments of a given sub-fund or the current market price of the securities; or

- during any period in which the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or in which the transfer of funds involved in the sale or acquisition of investments or payments due on redemption of these shares cannot be effected, in the opinion of the Directors, at a normal rate of exchange;

- if, for any reason whatsoever, the prices of one or more investments held by a sub-fund cannot be reasonably, quickly or accurately determined;

- in the event the master-fund of any sub-fund of the Company for which it is a feeder fund has suspended the process for determining its net asset value, issue and redemption of shares; or

- in the event of the liquidation of the Company or a sub-fund, from the date when notice is given for the shareholders' meeting at which the resolution will be put forward for liquidating the Company or sub-fund.

Any such suspension shall be published by the Company and notified to shareholders requesting redemption or conversion of shares by the Company at the time such shareholders submit a definitive written request.

Such suspension affecting a given sub-fund shall have no effect on the calculation of the net asset value, or the issue, redemption or conversion of shares in other sub-funds, whatever their category or type.

**Art. 23.** For each sub-fund, category and type of share in the Company, the net asset value of shares shall be expressed in the respective reference currency set by resolution of the Board of Directors. This net asset value shall be determined on each Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each sub-fund, these net assets being calculated as the assets of the Company corresponding to each category and type of share less the liabilities attributable to the same category and type of share, by the number of shares of this category and type issued. The resulting price will be rounded as determined by the Board of Directors.

The assets of the various sub-funds shall be valued as follows:

A. The Company's assets shall comprise:

a) all cash and deposits including accrued interest.

b) all drafts and bills payable on demand and accounts receivable in so far as the Company can reasonably assess these (including proceeds from the sale of securities where payment has not yet been received).

c) all securities, units, shares, bonds, warrants, options or subscription rights, units/shares in undertakings for collective investment and other investments or transferable securities owned by the Company.

d) all financial instruments such as options, financial futures and swaps.

e) all dividends and other distributions to be received by the Company either in cash or securities (the Company may adjust the value of these to reflect fluctuations in the market price of the transferable securities due to such practices as ex-dividend or ex-rights dealing).

f) all interest accrued on securities owned by the Company, except interest included in the principal of these securities.

g) start-up expenses of the Company that have not been written off and can be directly deducted from the Company's share capital.



h) all other assets of any kind including prepaid expenses.

These assets shall be valued as follows:

i. Cash and deposits, drafts and bills payable on demand, accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interest announced or due but not yet received, shall be valued at their nominal value, unless it appears unlikely that this value can be realised. In this last case, the Company shall deduct an amount to reflect what it considers to be the real value of these assets.

ii. The valuation of any transferable security traded or listed on a stock exchange shall be based on the closing price of the bank business day preceding the Valuation Day, unless such price is not representative.

iii. The valuation of any transferable security traded or listed on another regulated market shall be valued at the last available price at the day preceding the Valuation Day, unless such price is not representative.

iv. Where transferable securities held in portfolio on the Valuation Day are not traded on a regulated market or, where the price as determined according to sub-paragraph 2) above in respect of securities traded on another regulated market is not representative of the real value of these securities or financial instruments, they shall be valued at their expected sale value as estimated prudently and in good faith.

v. Financial derivatives listed on a stock exchange or dealt in on a regulated market shall be valued at the closing price on the relevant stock exchanges or other regulated markets of the bank business day preceding the Valuation Day.

vi. The value of financial derivatives not listed on an exchange or dealt in on some other regulated market will be determined daily in a reliable manner and checked by a skilled professional appointed by the Company in accordance with market practice.

vii. Shares or units of open-ended undertakings for collective investment will be valued at their net asset value available at the bank business day preceding the Valuation Day after deduction of any applicable commissions.

viii. The value of money market instruments not quoted on a stock exchange or dealt in on some other organised market will be based upon their face value plus all accrued interest or on the amortisation of costs.

ix. Regarding the valuation of money market instruments and other debt securities with a residual duration of less than 12 months, the valuation rate is gradually aligned with the buy-back rate based on the net purchase price, and taking into account the returns generated. The valuation thus calculated may differ from the actual market price. In case of significant variations in market conditions, the basis for evaluating the different investments is adjusted based on the new market returns.

x. Where, as a result of special circumstances, a valuation based on the aforesaid rules would be impracticable or inaccurate, other generally accepted and verifiable valuation criteria shall be applied to arrive at an equitable value.

xi. Where this is warranted by the interests of the Company or those of its shareholders (in particular to avoid the practice of market timing), the Board of Directors may take any other appropriate measures, such as applying a fair value method of valuation to adjust the value of the Company's assets, as described in greater detail in the Company's sales documentation.

B. The Company's liabilities shall be understood to mean:

a) all debts, bills and accounts payable, except for those owed to a subsidiary of the Company.

b) all administration fees, due or payable. These shall include operating expenses (notably various fees of the various parties involved as provided for in the prospectus and the remuneration of directors, senior managers and any other agents of the Company or of a management company (if applicable), as well as certain expenses paid to directors, the Custodian Bank and its correspondents, the Listing Agent, the Domiciliary Agent, Registrar and Transfer Agent, the Administrative Agent, the Independent Auditor, and the legal and tax advisers, as well as the cost of printing and distributing annual and semiannual reports and the prospectus, publishing and marketing expenses, and the cost of obtaining ratings for the various sub-funds), bankers' fees related to the purchase of shares, brokerage fees, taxes payable by the Company, fees for registering and maintaining the registration of the Company with government authorities and the Company's stock exchange listing fees, as well as fees and expenses incurred through incorporating the Company, preparing and publishing the prospectus and simplified prospectuses, printing the Company's share certificates and having the Company's shares listed on the Luxembourg Stock Exchange.

c) all known liabilities due or not due, including all contractual obligations that have fallen due and involve payments in either cash or kind, including dividends announced by the Company but not yet paid when the Valuation Day coincides with the day for determining who is, or will be, entitled to a dividend payment,

d) a reserve for tax accrued up to the Valuation Day, as determined by the Board of Directors, and other reserves authorised or approved by the Board of Directors,

e) all other liabilities of the Company of any nature whatsoever except for liabilities that represent the Company's own resources. In assessing its liabilities the Company may take into account administrative and other regular or occasional expenses by estimating them over a year or any other period and assigning them pro rata to the period under consideration.

C. The Directors shall assign a different set of assets to each category and type of shares in each sub-fund, as follows:

a) proceeds from the issue of shares of each category and type shall be allocated, in the Company accounts, to the set of assets defined for that category and type of share. Any assets, liabilities, revenues and expenses relating to that category and type of share shall be allocated to the same set of assets in accordance with the terms of this article.

b) where an asset is derived from another asset, it shall be allocated in the Company's books to the same set of assets as the asset from which it is derived. Whenever such an asset is revalued, any rise or fall in its value shall be allocated to the set of assets to which it belongs.

c) where the Company incurs a liability in relation to a particular set of assets or as a result of a transaction relating to a set of assets, this liability shall be allocated to the set of assets concerned.

d) where an asset or liability of the Company cannot be allocated to any particular set of assets, it shall be assigned across all sets of assets pro rata to the net value of each sub-fund, it being understood that assets relating to a specific sub-fund can only be used to meet debts and liabilities incurred by that same sub-fund.

e) where dividends are paid to the holders of a particular category of shares, the net asset value represented by this category of shares shall be reduced by the total amount of dividends paid.

D. For the purposes of this Article:

a) Company shares that are in the process of being redeemed under the terms of Article 21 above, shall continue to be counted as shares outstanding until the close of the Valuation Day applied to the redemption of the said shares. After this date they shall be considered a liability of the Company until the redemption payment is made.

b) all investments, cash balances or other Company assets that are not expressed in the currency of the sub-fund to which they belong, shall be converted into the sub-fund's reference currency at the exchange rate applying on the day and at the time the net asset value of the shares is determined, and

c) as far as possible, all sales or purchases of transferable securities that have been contracted by the Company shall be taken into account on the Valuation Day.

In order to protect the existing investors' interest in the Company against the negative effects relating to the possible differences between the trading price and the valuation of the investments and/or the transaction costs of subscriptions and/or redemptions received for any given Valuation Day, the Board of Directors may, at the conditions which will have to be described in the prospectus, decide on adjustments to the net asset value in order to have the shareholders entering or exiting the Company bear said negative effects. The Board of Directors may also decide to only apply this correction as from a certain level of subscriptions and/or redemptions in any given sub-fund/category or type of shares. These procedures will be applied fairly to all the shareholders of any given sub-fund on a given Valuation Day.

**Art. 24.** Shares offered by the company for subscription shall be priced and issued at the net asset value as defined in these Articles of Association for the category or type of shares in the sub-fund concerned, plus fees as stated in the sale documents. The price so obtained shall be rounded down to the third decimal place in the currency of the sub-fund, category and type of share concerned. Any remuneration to agents involved in the placement of shares shall be paid out of this fee. The price determined shall be payable at the latest five working days after the date on which the applicable net asset value has been determined.

**Art. 25.** The Company's financial year shall run from 1 January to 31 December. Its accounts shall be expressed in EUR. Where there are different sub-funds, as provided for in Article 5 of these Articles of Association, if the accounts of any sub-funds are expressed in different currencies they shall be converted into EUR before inclusion in the Company accounts.

**Art. 26.** Shareholders shall decide at the General Meeting of Shareholders, on the proposal of the Board of Directors, how to allocate the net annual income from investment for each sub-fund. Net income from investment may be distributed independently of any realised or unrealised capital gains or losses, while applying the following priority order: (i) the net annual income from investment of the ongoing financial year, (ii) the net annual income from investment of the previous financial years, placed into reserve (iii), the net gains and losses of the previous financial years, placed into reserve (iv) the net gains and losses of the ongoing financial year (v) the share capital provided that this will not reduce the Company's net assets to below the minimum share capital requirement as set forth in Article 5 of these Articles of Association. The type and the composition of distribution (capital or income) must be declared.

All resolutions passed at the General Meeting of Shareholders, governing the distribution of dividends on a sub-fund's shares, must be approved in advance by the shareholders of the sub-fund, by the same voting majority as set forth in Article 11.

Interim dividends may be paid on the shares of a sub-fund by resolution of the Board of Directors.

Dividends may be paid in the currency of the sub-fund concerned or in any other currency designated by the Board of Directors, at a time and place decided by the Board. The Board may freely determine the applicable exchange rate for converting dividends into the payment currency.

Any announced dividend that remains unclaimed by the beneficiary for five years after being allocated is forfeit and reverts to the Company. The Company shall pay no interest on any dividend announced and held by the Company for collection by the beneficiary.

**Art. 27.** The Company may sign an agreement with a management company authorised under chapter 15 of the 2010 Act (the “Management Company”) under which it will appoint the Management Company to supply services of investment management, administration and marketing.

**Art. 28.** In the event of dissolution, the shareholders, at the same General Meeting where they have resolved to dissolve the Company, shall appoint one or more liquidators (which may be individuals or legal entities) to carry out the liquidation, and shall set their powers and remuneration. The net proceeds of the liquidation of each sub-fund shall be divided up and allocated by the liquidators to the shareholders of each sub-fund in proportion to the number of shares held in the subfund.

The Board of Directors of the Company may decide at any time to close a sub-fund under the following circumstances:

- if the net assets of the sub-fund or sub-funds concerned are below EUR 10 million (or equivalent in another currency),
- if the economic and/or political environment changes,
- if, for financial and commercial reasons, the Board of Directors of the Company considers it in the general interests of the shareholders to liquidate the sub-fund.

The decision to liquidate must be announced according to the applicable rules governing official notice. The announcement must give reasons for and the terms of the liquidation procedure.

Unless decided otherwise by the Board of Directors, the Company may continue to redeem the shares of the sub-fund to be liquidated until the decision to liquidate has been put into effect. The investment company must base these redemptions on the net asset value which shall take into account liquidation fees, but not redemption fees or any other costs. Start-up costs must be completely written off as soon as it is resolved to liquidate the sub-fund.

Amounts unclaimed by beneficial owners by the time the liquidation of the sub-fund or sub-funds concerned is completed shall be deposited with the “Caisse de Consignation” and held at the disposal of the rightful shareholders.

Under the same circumstances as set out in paragraph 2 above, the Board of Directors may resolve to close a sub-fund by transfer to another of the Company’s sub-funds. The Board of Directors may also resolve to close a sub-fund in this way if it is in the interest of all shareholders of the sub-fund concerned. Any such resolution shall be announced in the manner described above and, in addition, the announcement shall include information on the sub-fund into which the closed sub-fund is to be merged. The announcement shall be made one month before the merger takes effect to allow shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the merger with another sub-fund takes effect.

The resolution to merge shall be binding on all shareholders who have not requested the redemption of their shares after one month.

Similarly, the Board of Directors may, under the circumstances described above, resolve to close a sub-fund by merging it with another collective investment undertaking governed by Part I of the 2010 Act or any other collective investment in transferable securities subject to the 2009/65/CE directive. The Board of Directors may also resolve to close a sub-fund in this way if it is in the interests of all the shareholders of the sub-fund concerned. Any such resolution shall be published in the manner described above and, in addition, the publication shall include information on the other collective investment undertaking. The publication shall be made one month before the merger takes effect, to allow shareholders who do not agree with the proposed merger to request redemption of their shares, free of charge, before the merger with the other collective investment undertaking takes effect. If the merger is with a collective investment undertaking of the mutual fund (fonds commun de placement) type, the merger shall only be binding on shareholders in the sub-fund concerned who expressly agree to the merger.

The Board of Directors may however decide that the decision on the merger will be submitted to a General Meeting of the concerned shareholders. No quorum will be required at said General Meeting and the decisions will be taken by a majority of the votes cast. If the Company were to cease to exist following a merger, the merger will have to be decided upon by a General Meeting of shareholders subject to the quorum and voting requirements required for a modification of the present Articles of Association.

**Art. 29.** These Articles of Association may be amended at the appropriate time and place by resolution at a General Meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements of Luxembourg law. Any amendment affecting the rights of shareholders in a sub-fund, category or type of share relative to those of other sub-funds, categories or types of share shall be subject to the quorum and voting requirements of Luxembourg law within the affected sub-fund, category or type of share.

**Art. 30.** For all issues that are not covered by these Articles of Association, the parties submit themselves to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and its subsequent amending laws, and to the 2002 Act on collective investment undertakings.

#### *Transitory dispositions*

- 1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31<sup>st</sup> December 2014.
- 2) The first annual general meeting will be held in 2015.

*Subscription and payment*

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing parties have subscribed and entirely paid up the following shares:

Subscriber	Number of Shares	Subscribed Capital	Amount paid in upon incorporation
Union Bancaire Privée, UBP SA, Geneva, Switzerland . . . . .	31	EUR 31,000	EUR 31,000

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary pursuant to a bank certificate.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company and amount to two thousand seven hundred euro (EUR 2,700).

*Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the Luxembourg law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled.

*Extraordinary general meeting of shareholders*

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

*First resolution*

The following persons are appointed Members of the Board of Directors for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2015:

Mr Christian ASSEL  
 Managing Director  
 UBP Asset Management (Europe) S.A  
 287-289, route d'Arlon  
 L-1150 Luxembourg  
 Mr Remy PORTES  
 Managing Director  
 Union Bancaire Privée, UBP S.A.  
 96-98 rue du Rhône  
 CH-1211 Genève 1  
 Mr. Daniel Van HOVE  
 Managing Director  
 Orionis Management S.A.  
 370, route de Longwy  
 L-1940 Luxembourg

*Second resolution*

UBP Asset Management (Europe) S.A., 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg is appointed as Management Company of U ACCESS.

*Third resolution*

The following is appointed réviseur d'entreprises agréé of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2015:

Deloitte Audit, with registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 67.895.

*Fourth resolution*

The registered office of the Company is fixed at 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded only in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name, and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary this deed.

Signé: I. Asseray et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 août 2014. LAC/2014/37754. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signée): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Référence de publication: 2014130373/618.

(140147613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

---

**Sanhe, Société Anonyme.**

Siège social: L-7540 Rollingen, 91, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 66.663.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084115/9.

(140098803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**SinRJ Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 155.738.

Les comptes annuels au 30-06-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084094/9.

(140099680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**SDRW Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1320 Luxembourg, 22, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 44.306.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084122/9.

(140099598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**ERI Bancaire Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 14, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 30.912.

Mesdames, Messieurs, les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE TENUE EXTRAORDINAIREMMENT**

de notre société qui se tiendra au siège social en date du 29 août 2014 à 10.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les opérations et la situation de la société et de ses filiales arrêtées au 31 décembre 2013.
2. Lecture du rapport de révision sur les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013.
3. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2013, tels qu'établis par le Conseil d'Administration.
4. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises.
5. Divers.

*Pour le conseil d'administration*

Un mandataire

Référence de publication: 2014126092/19.

---

**Segtours S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3767 Tétange, 1, rue des Fleurs.

R.C.S. Luxembourg B 176.857.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014084125/10.

(140099359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**Fidam, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 89.058.

We hereby give the shareholders notice of a

**GENERAL MEETING**

of shareholders of FIDAM (in liquidation) to be held at the registered office of the SICAV on 29 August 2014 at 10.00 a.m. (the "Meeting") to deliberate on the following agenda:

*Agenda:*

1. Approve the Audited Report and Report of the Réviseur d'Entreprises agréé for the period from 1 May 2012 to 31 October 2012 (date of the beginning of the liquidation);
2. Release from their duties and give discharge to the outgoing Board of Directors;
3. Acknowledge the interim report of the liquidator and interim liquidation accounts for the period from 1 November 2012 to 31 October 2013.

The shareholders are advised that no attendance quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast by the present or the represented shareholders. Proxies are available at the registered office of the SICAV. Shareholders, who wish to attend the general meeting, are requested to inform the Fund Domiciliation Services (Fax: +352 49 924 2501; e-mail: ifs.fds@bdl.lu) at least two business days prior to the Meeting.

*For FIDAM (in liquidation)*  
 Deloitte Tax & Consulting,  
 Société à responsabilité limitée  
 The Liquidator

Référence de publication: 2014128755/755/24.

**Fidam, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 89.058.

We hereby give the shareholders notice of an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders of FIDAM CAPITAL GROWTH FUND (in liquidation), (the "Sub-Fund") to be held at the registered office of the SICAV on 29 August 2014 at 02.00 p.m. (the "Meeting") to deliberate on the following agenda:

*Agenda:*

1. To approve the Liquidator's report and the closing liquidation accounts for the period from 1 November 2012 to 31 March 2014;
2. To approve the report of the "Réviseur d'Entreprise Agréé" on the Liquidator's report and closing liquidation accounts;
3. To release from his duty and give discharge to the Liquidator of FIDAM CAPITAL GROWTH FUND (in liquidation);
4. To resolve to close the liquidation proceedings of FIDAM CAPITAL GROWTH FUND (in liquidation);
5. To instruct the Liquidator to proceed with the payment of the final liquidation bonus;
6. To resolve that all the books and records of FIDAM CAPITAL GROWTH FUND (in liquidation) be archived for a period of ten years at BANQUE DE LUXEMBOURG, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
7. To resolve that liquidation proceeds that could not be distributed to the persons entitled thereto at the closure of the liquidation will be deposited in escrow with the Luxembourg "Caisse de Consignation".



This Meeting will only take place if the preceding meeting scheduled at 10:00 a.m. is validly held.

The shareholders are advised that no attendance quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast by the present or the represented shareholders. Proxies are available at the registered office of the SICAV. Shareholders, who wish to attend the extraordinary general meeting, are requested to inform the Fund Domiciliation Services (Fax: +352 49 924 2501; e-mail: ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days prior to the Meeting.

*For FIDAM (in liquidation)*  
 Deloitte Tax & Consulting,  
 Société à responsabilité limitée  
 The Liquidator

Référence de publication: 2014128754/755/32.

**SMYCO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.  
 R.C.S. Luxembourg B 156.982.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour SMYCO S.A.*

Référence de publication: 2014084135/10.

(140099407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2632 Findel, 4, rue de Trèves.  
 R.C.S. Luxembourg B 80.712.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 11 juin 2014. Signature.

Référence de publication: 2014084138/10.

(140099013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**Arroba S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.  
 R.C.S. Luxembourg B 63.384.

L'an deux mille quatorze, le dix-septième jour du mois de juin.

Par-devant nous Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ARROBA S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte du Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Dudelange, le 19 février 1998 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°379 du 26 mai 1998 et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 63.384. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Pierre Probst, notaire de résidence à Ettelbruck, en date du 15 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2864, en date du 30 décembre 2010.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 10.30 heures sous la présidence de Madame Anne-Françoise LONGUEVILLE, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-9237 Diekirch, 3, Place Guillaume,

qui a désigné comme secrétaire Madame Tessy BODEVING, employée privée, domiciliée professionnellement à L-9201 Diekirch, 4, rue Alexis Heck.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Madame Anne-Françoise LONGUEVILLE expert-comptable, demeurant professionnellement à L-9237 Diekirch, 3, Place Guillaume.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment ensemble le «Bureau».

Les actionnaires de la Société présents ou représentés (les «Actionnaires») et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence qui, une fois signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du Bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, une fois signées par le mandataire respectif des actionnaires représentés et le notaire instrumentant, resteront également annexées aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Il ressort de la liste de présence que les mille deux cent cinquante (1.250) actions représentant l'intégralité du capital social est représenté à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre de jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter:

*Ordre du jour*

1. Transfert du siège social de L-9237 Diekirch à L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt et modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société;
2. Divers.

*Unique résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de transférer le siège social de la Société de L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume à L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société, qui sera dorénavant rédigé comme suit:

**Art. 2. (Premier alinéa).** «Le siège social est établi dans la commune de Troisvierges.»

*Dépenses*

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à cet acte sont estimés approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée à 11.00 heures.

Dont acte fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux membres du Bureau, connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: A.-F. LONGUEVILLE, T. BODEVING, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 19 juin 2014. Relation: DIE/2014/7745. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

*Le Receveur (signé) pd: RECKEN.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 20 juin 2014.

Référence de publication: 2014086726/57.

(140102697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.

**Index Me, Société Anonyme.**

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 174.261.

**DISSOLUTION**

L'an deux mille quatorze, le treizième jour du mois de juin.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Pierre WAMPACH, administrateur de société, né le 25 juillet 1964 à Berchem-Sainte-Agathe (B) demeurant à B-1190 FOREST, 34, rue Jean-Baptiste BAECK.

Lequel comparant a déclaré et a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I.- La société anonyme «INDEX ME S.A.», établie et ayant son siège social à L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 174.261, a été constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz, en date du 27 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 540 du 5 mars 2013 (ci-après la "Société"), et dont les statuts n'ont plus été modifiés depuis sa constitution.

II.- Le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à deux cent mille euros (EUR 200.000,-), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de deux mille euros (EUR 2.000,-), toutes les actions étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

III.- La répartition des actions de la Société est actuellement la suivante:

- Monsieur Pierre WAMPACH, pré-qualifié,	
cent actions . . . . .	100
Total: cent actions . . . . .	100

IV.- Le comparant, Monsieur Pierre WAMPACH, pré-qualifié, en sa qualité d'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, s'est ensuite réuni en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se considère dûment convoqué et a pris les résolutions suivantes:

1.- Le comparant, Monsieur Pierre WAMPACH, pré-qualifié, a décidé en tant qu'actionnaire unique de la Société de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation.

2.- Le comparant, Monsieur Pierre WAMPACH, pré-qualifié, en sa qualité d'actionnaire unique et bénéficiaire économique final de l'opération, assume le rôle de liquidateur de la Société.

3.- Le comparant, Monsieur Pierre WAMPACH, pré-qualifié, approuve les comptes clôturés au 31 décembre 2013 et déclare que les activités de la Société ont cessé depuis le 31 décembre 2013 et qu'en vertu d'une situation intermédiaire arrêtée au 30 avril 2014 tout le passif connu de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, a été payé ou dûment provisionné, de sorte que le comparant, Monsieur Pierre WAMPACH, pré-qualifié, en tant qu'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage solidairement, indivisiblement et personnellement avec la Société à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société dissoute et tout passif impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa propre personne.

Dans ce contexte, le comparant, Monsieur Pierre WAMPACH, pré-qualifié, déclare, en particulier, que la Société n'a plus eu d'activités quelconques après le 31 décembre 2013.

4.- L'actionnaire unique, Monsieur Pierre WAMPACH, pré-qualifié, accomplira, enregistrera, exécutera ou entreprendra toute autre étape requise afin de transférer à lui-même tout l'actif et/ou passif impayé de la Société.

5.- Décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs, à l'administrateur-délégué et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

6.- Partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

7.- Les livres comptables et tous autres documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq (5) ans, à compter de la date des présentes, à l'ancien siège social de la Société dissoute à L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

8.- Il sera procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la Société.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69(2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

9.- Les frais et honoraires en relation avec le présent acte sont tous à charge de la Société et du comparant prénommé, lequel s'engage solidairement, indivisiblement et personnellement avec la Société pour ce qui est du paiement desdits frais et honoraires envers le notaire soussigné.

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. WAMPACH, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 17 juin 2014. Relation: DIE/2014/7604. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 20 juin 2014.

Référence de publication: 2014087035/66.

(140103268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.

**Secolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8311 Capellen, 77, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 129.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084124/9.

(140099526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**Sakula S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4026 Esch-sur-Alzette, 110, rue de Belvaux.

R.C.S. Luxembourg B 159.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084113/9.

(140099337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**MYO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, rue de Belval.

R.C.S. Luxembourg B 187.522.

L'an deux mille quatorze,

le seize juin.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

**ONT COMPARU:**

1.- Monsieur Gianluca BELLI, entrepreneur, demeurant à L-1648 Luxembourg, 40A, Place Guillaume II.

2.- Madame Laura FALCINELLI, commerçante, épouse de Monsieur Gianluca BELLI, demeurant à I-0052 Cerveteri, Via del Tiro a Segno 4.

Lesquels comparants sont ici représentés par Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée MYO S.à r.l., avec siège social à L-1333 Luxembourg, 3, rue Chimay, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 187.522 (NIN 2014 2426 235).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 juin 2014, en voie de publication au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

Que le capital social de la société s'élève à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124.-) chacune, attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Gianluca BELLI, prénommé, soixante-seize parts sociales . . . . .	76
2.- Madame Laura FALCINELLI, prénommée, vingt-quatre parts sociales . . . . .	24
TOTAL: CENT parts sociales . . . . .	100

Ensuite les comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

*Première résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la société de Luxembourg à Esch-sur-Alzette et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1).** Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette."

*Deuxième résolution*

Les associés décident de fixer la nouvelle adresse de la société à L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, rue de Belval.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 17 juin 2014. Relation: ECH/2014/1140. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 juin 2014.

Référence de publication: 2014087169/44.

(140102746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.

**"Seren" Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 110.588.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014084128/9.

(140099634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Société Financière d'Octobre S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 35.865.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014084140/10.

(140098949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Compagnie Luxembourgeoise d'Annuaire S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4391 Pontpierre, 55, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 143.207.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle réunie en date du 3 juin 2014*

L'an deux mille quatorze, le trois juin, à dix-sept heures, les actionnaires de la société COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE D'ANNUAIRES S.A., susvisée, se sont réunis en assemblée générale ordinaire, au siège social, sur convocation de l'administrateur-délégué, et ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les mandats des administrateurs et de l'administrateur-délégué étant arrivés à échéance, Sont réélus administrateurs:

- Monsieur Patrick HANSEN, né le 26/10/1972 à Luxembourg, et demeurant à L-8077 Bertrange, 200, route de Luxembourg,

- Monsieur Daniel SCHNEIDER, né le 15/09/1964 à Luxembourg, et demeurant à L-2533 Luxembourg, 40, rue de la Semois,

- Madame Adeline HEIDERSCHIED, née le 21/05/1952 à Luxembourg, et demeurant professionnellement à L-1899 Kockelschuer, allée de la Poudrerie,

- Monsieur Marc NEUEN, né le 16/05/1972 à Luxembourg, et demeurant à L-4391 Pontpierre, 29, rue de Luxembourg, et

- Monsieur Marco SGRECCIA, né le 28/02/1970 à Differdange, et demeurant à L-2533 Luxembourg, 77, rue de la Semois.

Est réélu administrateur-délégué:

- Monsieur Marc NEUEN, prénommé.

La société sera valablement engagée par la signature individuelle de l'administrateur délégué en toutes circonstances.

Les mandats des administrateurs et de l'administrateur-délégué viendront à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020, assemblée appelée à délibérer sur les comptes clôturés au 31/12/2019.

*Deuxième résolution*

Le mandat du commissaire aux comptes étant arrivé à échéance, les actionnaires décident de renouveler le mandat de la société Fiduciaire Cabexco s.à r.l., ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.890, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020, assemblée appelée à délibérer sur les comptes clôturés au 31/12/2019.

Pour extrait conforme

*Les membres du bureau*

Référence de publication: 2014088298/35.

(140104917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

---

**Partech, Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 139.187.

L'an deux mil quatorze, le vingt-et-un mai.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la société «Partech», ayant son siège social à L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Jos Kieffer, constituée suivant un acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, en date du 2 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1593 du 28 juin 2008, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.187 (la «Société»).

L'assemblée élit comme Présidente Mademoiselle Virginie Pierru, employée privée, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg, laquelle se désigne comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Géraldine Nucera, employée privée demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1.- Transfert de siège social vers L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval, et modification subséquente de l'article et modification subséquente de l'article 2 des statuts.

2.- Divers.

(i) Qu'il résulte de la liste de présence que la totalité des actions est actuellement représentée par un mandataire unique; laquelle liste de présence, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(ii) Restera pareillement annexées aux présentes la procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par le comparant, le mandataire de l'actionnaire représenté, les membres du bureau et le notaire instrumentant.

(iii) Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente Assemblée et l'actionnaire unique représenté déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction d'une convocation d'usage.

(iv) Que la présente Assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour..

L'assemblée générale, après avoir délibéré, a pris, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

*Unique résolution*

L'assemblée générale transfère le siège social vers 21, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, et modifie par conséquent le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

«Le siège social est établi dans la commune de Leudelange.».

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à huit cent cinquante (850.-EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elles ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: V. PIERRU, G. NUCERA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mai 2014. Relation: LAC/2014/23680. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 21 mai 2014.

Référence de publication: 2014085663/50.

(140101258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.